

Parc Naturel Régional des Alpilles : un territoire qui conserve un équilibre économique et écologique

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

RAPPORT D'ÉTUDE

Février 2008



N° 14

Cette étude a été réalisée dans le cadre d'un partenariat avec la
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Parc Naturel Régional des Alpilles.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
François Clanché

AUTEURS
Marjorie Martin ; Gérard Davoult

CARTES ET ILLUSTRATIONS
Christine Chassang ; Marjorie Martin

RÉDACTEUR EN CHEF
Bernadette Renard

Sommaire

I - Entre Durance, Rhône et étang de Berre	3
II - Démographie	6
III - Les migrations résidentielles	10
IV - Le logement	13
V - Les revenus des ménages	17
VI - Trajets domicile-travail	19
VII - Emploi-chômage	20
VIII - Emploi par secteur	22
IX - Le tissu économique	24
X - L'agriculture	26
XI - Le tourisme	27
XII - Fiscalité locale	28
 ANNEXES	 29

Chiffres-clés sur le territoire du Parc Naturel Régional des Alpilles

	PNR des Alpilles	PNR du Luberon	Bouches-du-Rhône	Région PACA
Nombre de communes	16	85	119	963
Population en 1999	64 308	161 393	1 835 407	4 506 253
Superficie en km ²	762	1 950	5 112	31 400
Densité en 1999 (habitants/km ²)	84	83	361	144
Taux d'évolution annuel moyen de la population sur la période 1990-1999	0,93%	0,96%	0,47%	0,63%
<i>dû au solde migratoire</i>	0,71%	0,78%	0,15%	0,44%
<i>dû au solde naturel</i>	0,22%	0,18%	0,32%	0,19%
Population ayant moins de 25 ans	28,6%	28,8%	30,7%	29,1%
Ensemble des ménages en 1999	25 087	65 616	750 987	1 896 302
Nombre moyen de personnes par ménage	2,50	2,41	2,38	2,32
Ménages d'une seule personne	25,1%	28,0%	31,8%	32,5%
Ensemble des logements en 1999	29 226	81 944	840 220	2 520 773
<i>dont : résidences secondaires</i>	8,2%	13,2%	3,7%	17,2%
<i>logements vacants</i>	6,0%	6,8%	7,0%	7,5%
Part des propriétaires	60,5%	56,3%	50,8%	51,7%
Population active ayant un emploi en 1999	23 791	57 005	640 906	1 589 021
Emplois salariés et non salariés en 1999	19 656	51 064	655 800	1 576 808
<i>dont agriculture</i>	13,2%	8,0%	1,9%	3,1%
<i>dont industrie</i>	16,2%	11,0%	12,9%	11,3%
<i>dont construction</i>	7,2%	7,7%	5,3%	6,1%
<i>dont tertiaire</i>	63,4%	73,3%	79,9%	79,5%

Source : INSEE - Recensements de la population 1990 et 1999

Demandeurs d'emploi au 31.12.2006	PNR des Alpilles	PNR du Luberon	Bouches-du-Rhône	Région PACA
Ensemble	2 772	7 261	97 105	218 397
Part des femmes	54,3%	52,0%	50,6%	50,8%
Part des moins de 25 ans	16,7%	15,3%	14,7%	15,6%
Part des 50 ans ou plus	18,0%	13,3%	14,0%	15,6%

Source : ANPE (catégories 1-2-3)

Distribution des revenus déclarés, par unité de consommation, en 2005	PNR des Alpilles	PNR du Luberon	Bouches-du-Rhône	Région PACA
Revenu fiscal médian	15 474 €	15 312 €	15 952 €	16 023 €
Rapport inter-déciles *	5,9	7,1	8,0	6,7
Limite du 1 ^{er} décile	5 306 €	3 171 €	4 135 €	4 897 €
Limite du 9 ^e décile	31 177 €	22 400 €	33 222 €	33 053 €

* le rapport inter-déciles (9^e décile/1^{er} décile) établit le rapport entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus faibles, en ôtant de chaque côté les 10 % de personnes aux revenus par unité de consommation les plus extrêmes.

Structure des revenus de 2005 (en %)	PNR des Alpilles	PNR du Luberon	Bouches-du-Rhône	Région PACA
Part des revenus d'activité	68,1	64,2	69,8	66,4
Part des pensions, retraites et rentes	24,7	29,2	25,0	27,5
Part des autres revenus	7,1	6,6	5,3	6,2

Source : INSEE - DGI Revenus fiscaux des ménages 2005

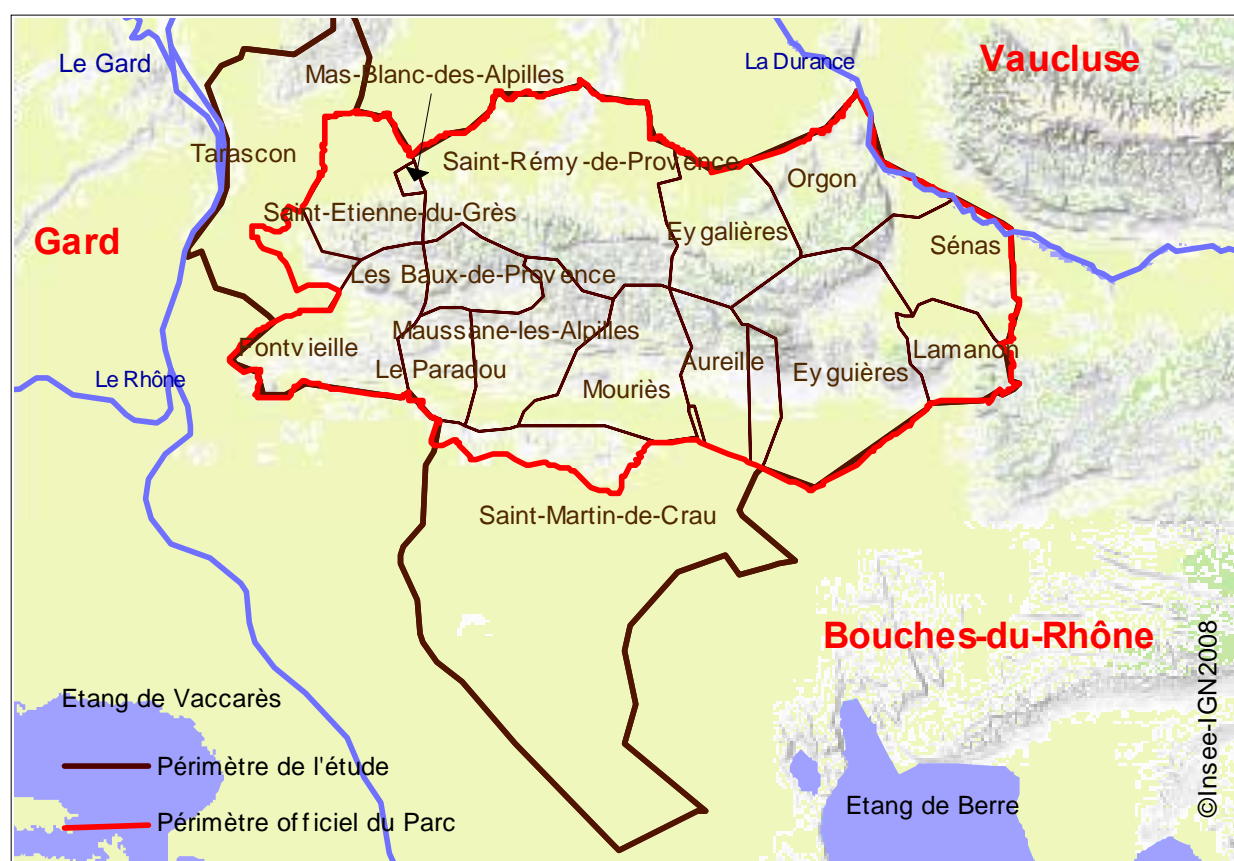
I – Entre Durance, Rhône et étang de Berre

Créé officiellement le 30 janvier 2007, le Parc Naturel Régional des Alpilles est enchâssé entre Rhône et Durance et entre le PNR du Luberon et celui de Camargue. Il s'étend sur 16 communes dont deux, Tarascon à l'ouest et Saint-Martin-de-Crau au sud, ne sont que partiellement concernées. Pour cette présentation, ces deux communes ont été comptées intégralement dans le périmètre d'étude.

Le cœur du territoire est formé par le massif des Alpilles, bloc calcaire escarpé de 30 kilomètres de long qui culmine aux Opies à 498 mètres et domine la Crau et les plaines rhodaniennes.

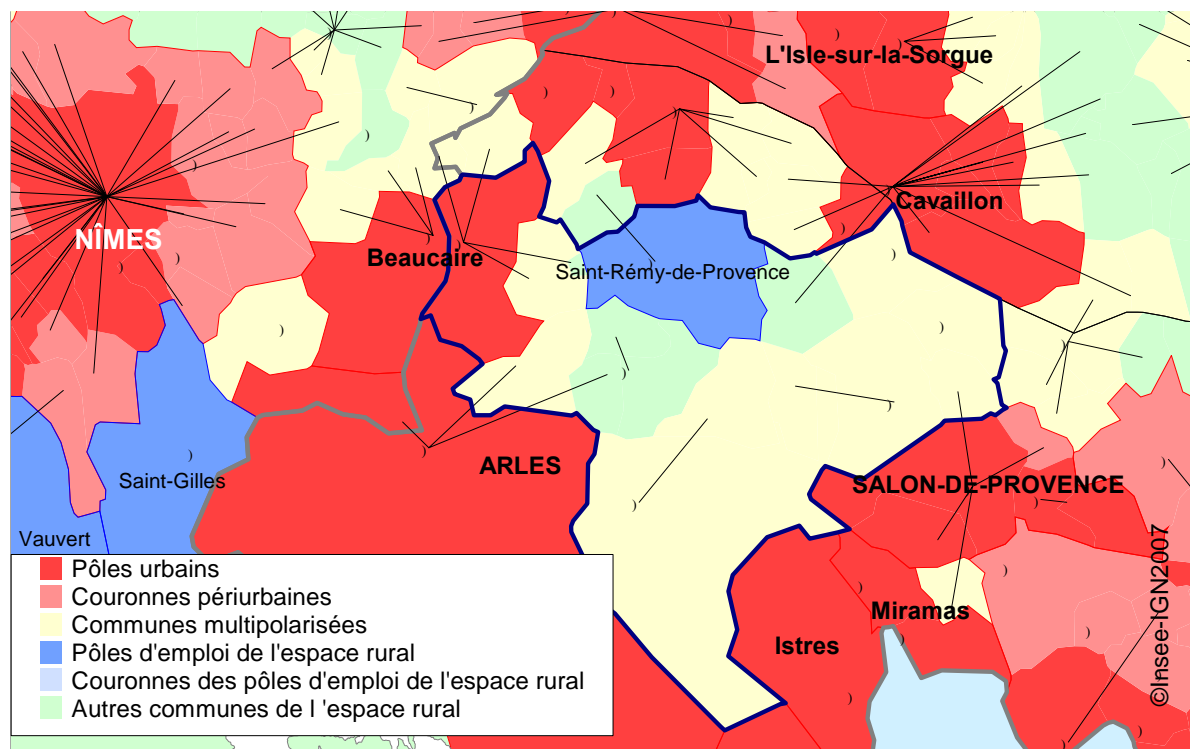
D'une superficie de 76 200 hectares et d'une densité équivalente à celle du Luberon (84 habitants par km²), le territoire abrite une agriculture diversifiée qui représente près de la moitié de sa superficie. Les forêts en occupent environ 13 % et les surfaces artificialisées 5 %. Le reste du territoire, soit près du tiers, est constitué de terrains naturels avec peu ou pas de végétation dont une partie constitue des zones propices à la pratique du pastoralisme.

Le Parc Naturel des Alpilles dans son environnement



Le territoire étudié ici comprend les communes dans leur intégralité. En particulier, les deux communes de Tarascon et de Saint-Martin-de-Crau sont considérées en totalité dans les données. Le périmètre d'étude est donc plus large que le périmètre du Parc Naturel Régional des Alpilles tel que défini par son décret de création.

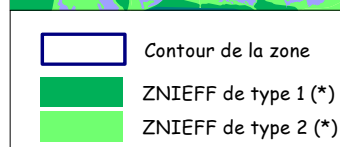
Typologie des communes du périmètre étudié



Le territoire du Parc régional des Alpilles est concerné par cinq cantons, quatre zones d'emploi, deux communautés d'agglomération et une communauté de communes. La commune de Tarascon appartient à l'aire urbaine de Beaucaire (Gard).

Le parc contient une grande diversité florale et faunistique qui se traduit par l'existence de nombreuses zones de protection et de désignation à des inventaires : arrêtés de protection du biotope, sites Natura 2000, ZPS, ZICO et ZNIEFF qui couvrent ensemble près des trois quarts de sa surface. De nombreuses espèces y sont protégées.

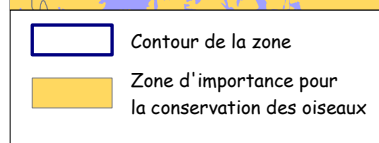
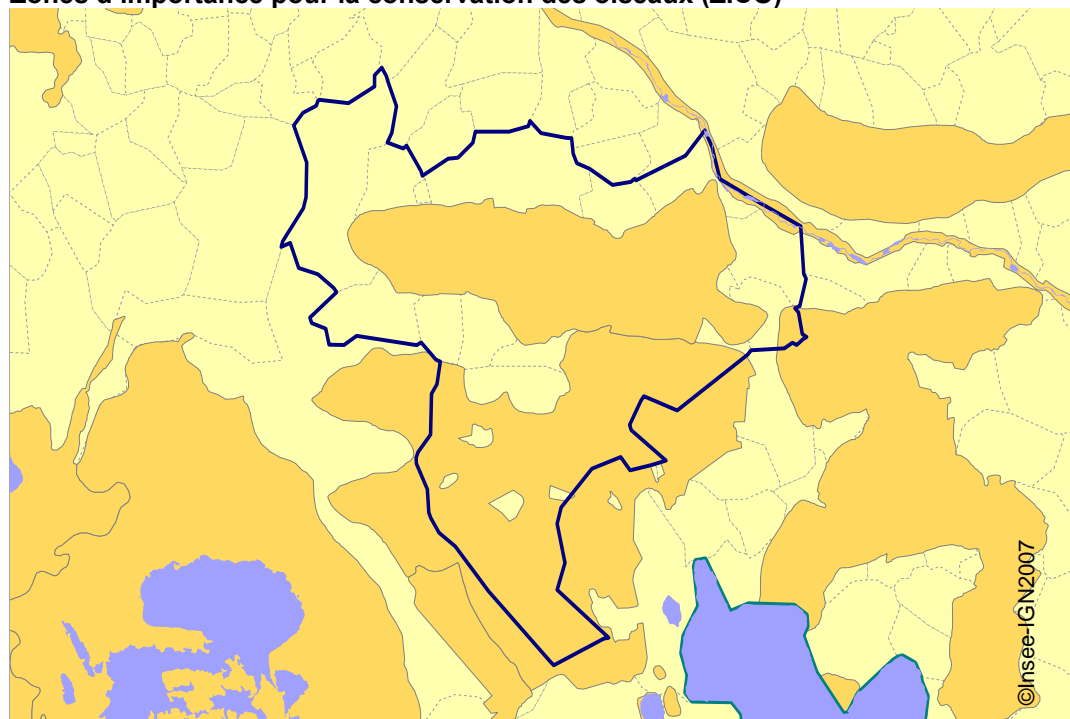
Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF)



*ZNIEFF de type 1 : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique

*ZNIEFF de type 2 : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes

Zones d'importance pour la conservation des oiseaux (ZICO)



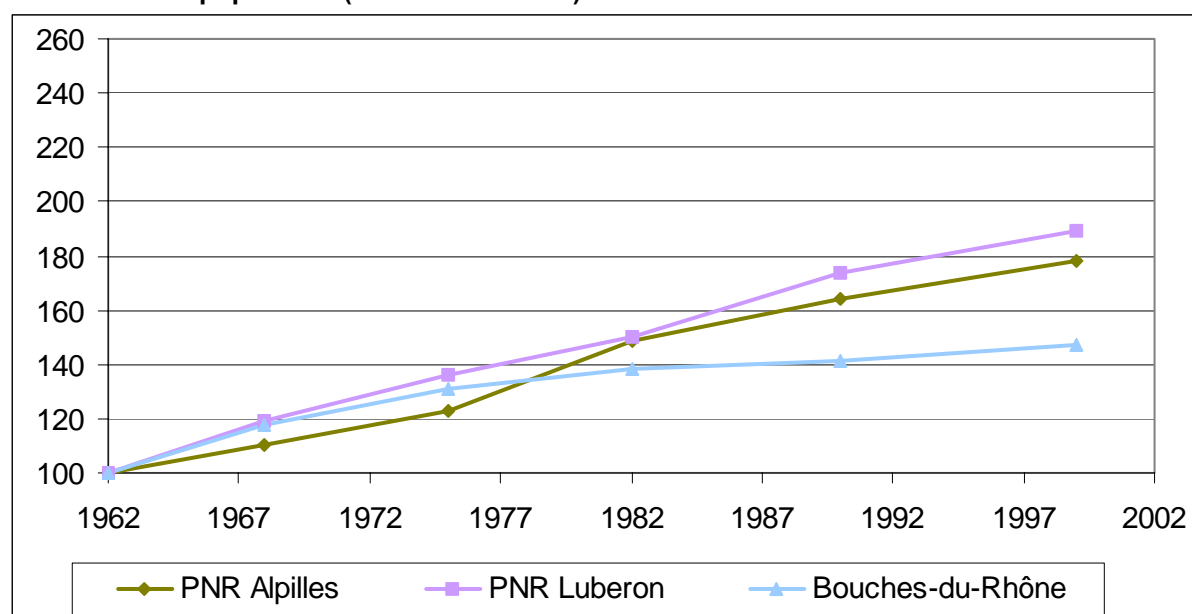
II - La démographie

Les 16 communes concernées par le PNR des Alpilles comptaient, en 1999, 64 300 habitants sur un territoire de 762 km², soit une densité de 84 habitants au km². Ce taux est identique à celui du PNR du Luberon, nettement inférieur à la moyenne régionale (144 habitants au km²) et quatre fois moindre que la densité du département des Bouches-du-Rhône (349 habitants au km²).

Seules les deux villes-portes, Tarascon et Saint-Martin-de-Crau, dépassent les 10 000 habitants en 1999. Ces deux communes avec Saint-Rémy-de-Provence (9 800) cumulent la moitié de la population des communes du Parc. Viennent ensuite Sénas et Eyguières qui dépassent les 5 000 habitants. Toutes les autres communes se situent en dessous de la barre des 3 500 habitants.

En un quart de siècle, de 1975 à 1999, la population des communes du parc a augmenté de 45 %, soit une hausse annuelle moyenne de + 1,56 %, deux fois plus élevée que la moyenne régionale et quatre fois plus forte que pour la France. Le dynamisme démographique des communes du Parc a été particulièrement fort entre 1975 et 1982 avec une croissance deux fois plus élevée que celle du Luberon et quatre fois plus forte que dans les Bouches-du-Rhône. Depuis, la croissance se ralentit pour se stabiliser aux alentours de 1 % par an, identique à celle du Luberon mais encore deux fois plus élevée que pour la France.

Évolution de la population (Base 100 en 1962)



Source : Insee - Recensements de la population 1962 à 1999

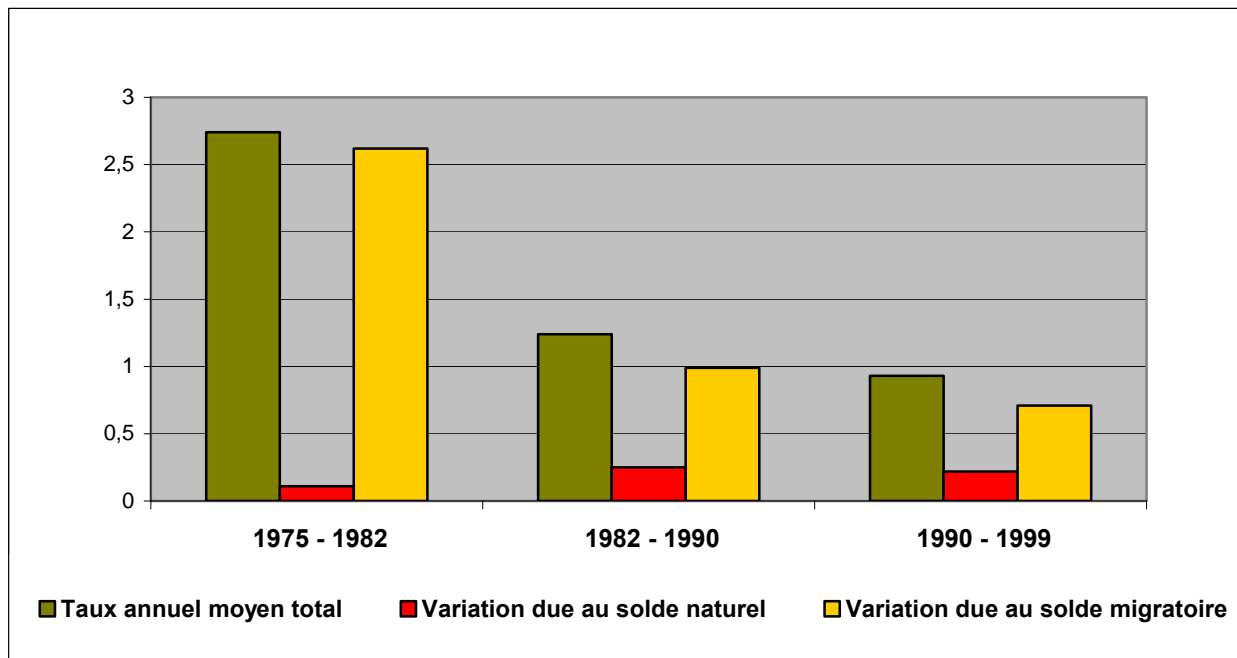
La décomposition des variations intercensitaires de la population du périmètre étudié

Variation absolue sur la période	1975-1982	1982-1990	1990-1999
Variation absolue totale	9 272	5 572	5 142
variation due au solde naturel	386	1 120	1 201
naissances sur la période	4 035	5 437	6 295
décès sur la période	3 649	4 317	5 094
variation due au solde migratoire	8 886	4 452	3 941

Source : Insee - Recensements de la population 1975 à 1999

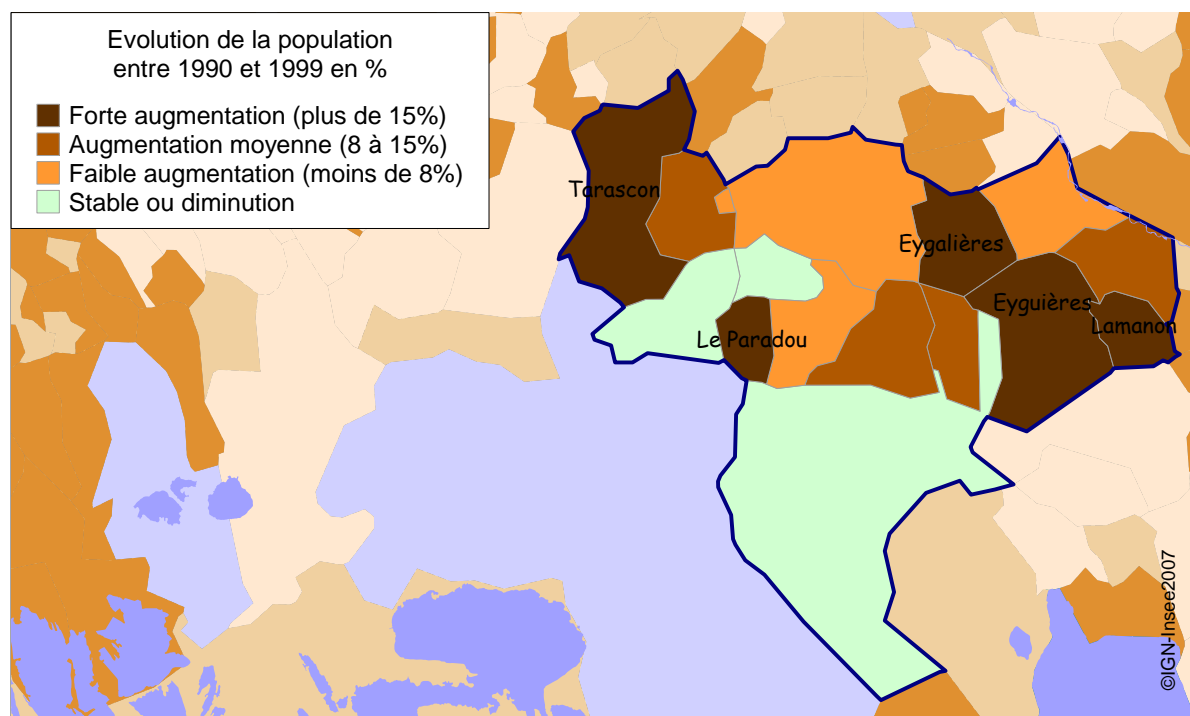
Au cours du dernier quart du XX^{ème} siècle, le taux de variation annuel moyen de la population a fortement décru, passant de 2,7 % à 0,9 %. La part due au solde naturel a augmenté de 0,1 % à 0,2 % tandis que le solde migratoire chutait de 2,6 % l'an à 0,7 %. Entre 1999 et 2005, les tendances observées entre 1990 et 1999 se sont maintenues : variation annuelle moyenne totale de 1 % qui se décompose entre 0,2 % par an pour le solde naturel et 0,8 % pour le solde migratoire.

Taux de variation annuelle de la population lors des différentes périodes intercensitaires



Source : Insee - Recensements de la population 1975 à 1999

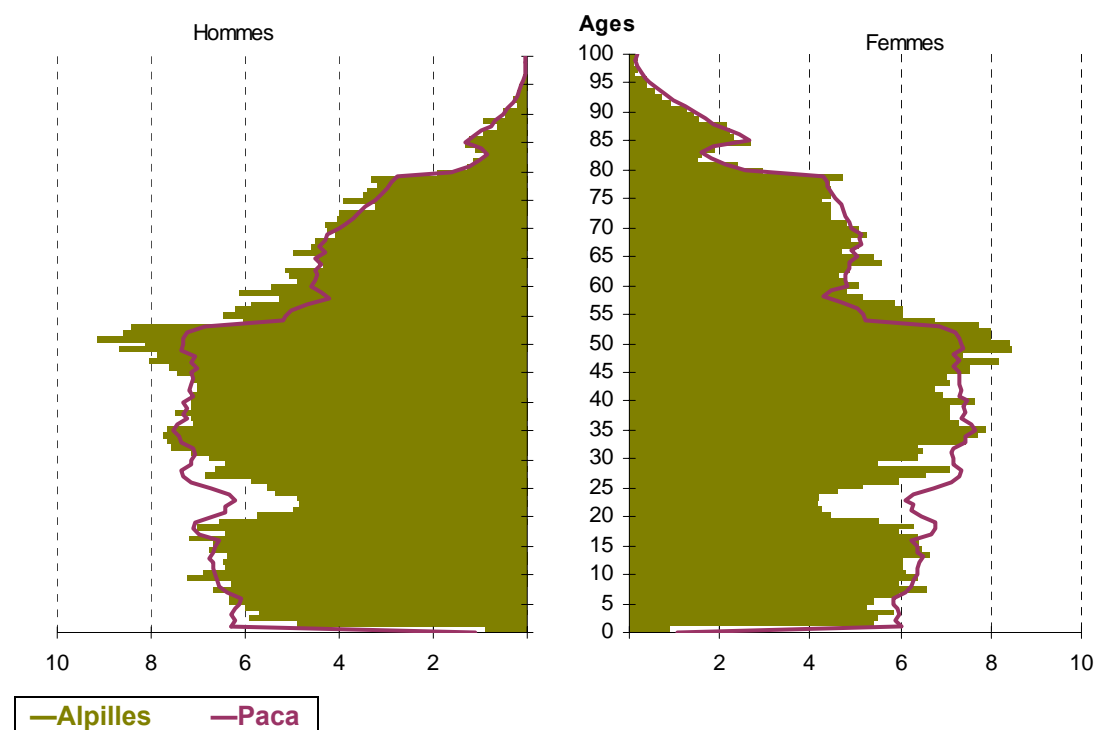
Le développement démographique est fortement influencé par la proximité de zones d'emploi. C'est le cas de Tarascon, à l'ouest, grâce aux aires urbaine de Beaucaire et d'Avignon et à l'est par l'existence de l'étang de Berre.



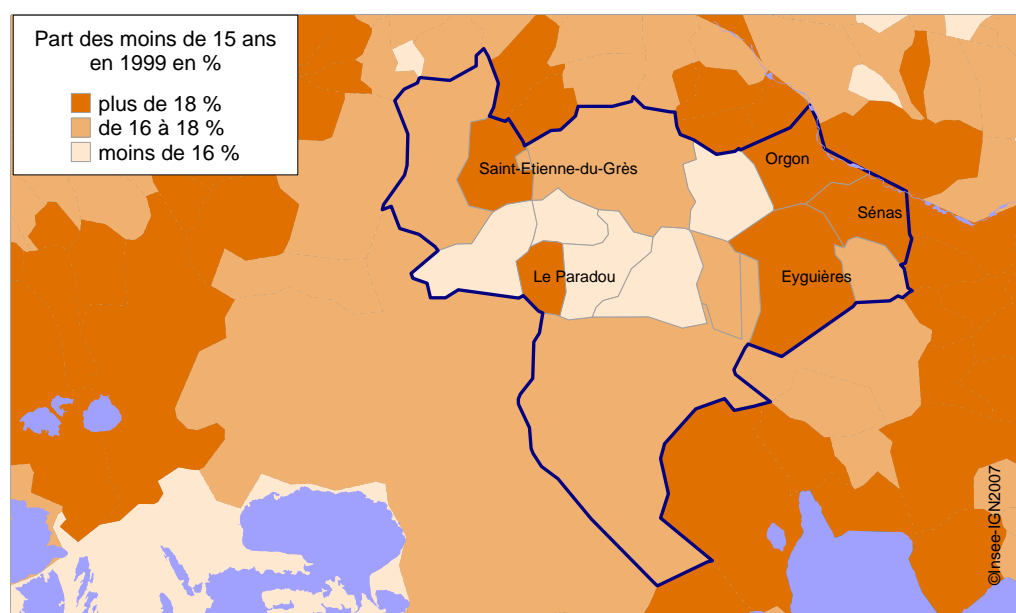
Source : Insee - Recensements de la population

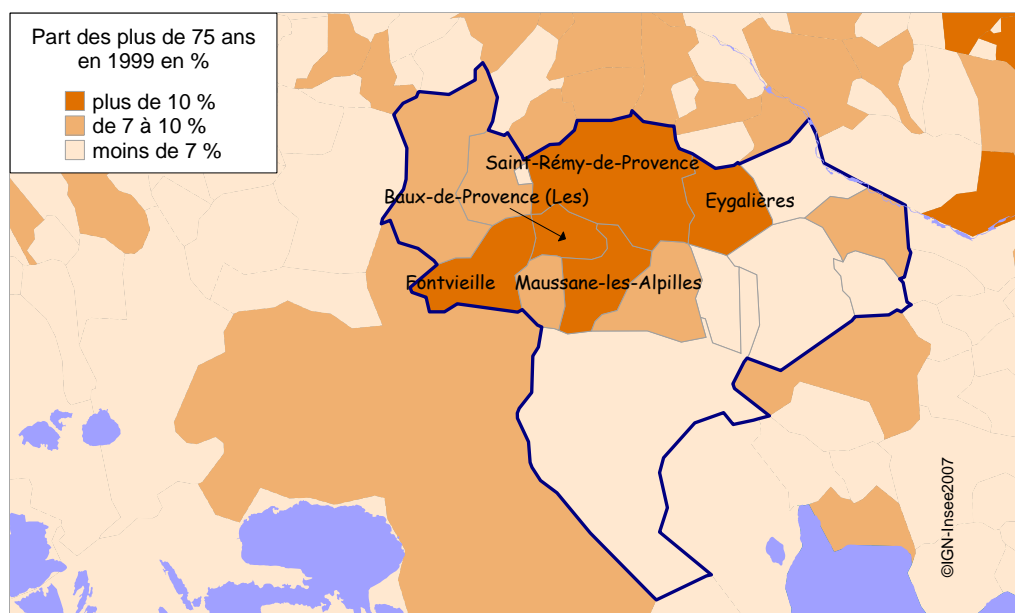
La répartition de la population selon l'âge révèle un net déficit entre 15 et 30 ans. Il s'agit des jeunes partis pour leurs études ou à la recherche d'un premier emploi. Entre 30 et 45 ans, la situation des Alpilles semble à peu près identique à celle de la région. En revanche, les classes d'âge comprises entre 45 et 65 ans sont nettement plus fournies, particulièrement parmi les hommes.

Pyramides des âges en 1999



Les communes où les jeunes de moins de 15 ans dépassent 18 % sont situées à l'ouest et à l'est des Alpilles. A l'inverse, les communes où les personnes âgées de plus de 75 ans dépassent 10 % se situent au centre du territoire.





Source : Insee-Recensement de la population 1999

Les communes des Alpilles d'après les dernières enquêtes de recensement

Communes	RP 99	Enquêtes annuelles de recensement		
	Population en 1999	Année d'enquête	Population	Taux d'évolution annuel moyen depuis 1999
Aureille	1 357	2007	1 463	0,9
Les Baux-de-Provence	430	2006	381	-1,7
Eygalières	1 859	2004	1 900	0,4
Eyguières	5 390	2004	6 278	3,1
Fontvieille	3 442	2004	3 362	-0,5
Lamanon	1 713	2008	nd	nd
Mas-Blanc-des-Alpilles	373	2008	nd	nd
Maussane-les-Alpilles	1 965	2004	2 155	1,9
Mouriès	2 752	2008	nd	nd
Orgon	2 650	2004	2 913	1,9
Paradou	1 167	2008	nd	nd
Saint-Etienne-du-Grès	2 109	2006	2 111	0,0
Saint-Martin-de-Crau	11 023	chaque année	11 600	0,9
Saint-Rémy-de-Provence	9 806	2007	10 250	0,6
Sénas	5 618	2004	5 980	1,3
Tarascon	12 668	chaque année	13 100	0,6
Total	64 322			

Source : Insee - Recensement de la population 1999 et Enquêtes Annuelles de Recensement 2004 à 2007

III - Les migrations résidentielles : un solde positif

Entre 1990 et 1999, les communes du Parc des Alpilles ont accueilli sur leur territoire 16 600 personnes en provenance du reste de la France tandis que 13 100 autres le quittaient. La décennie 90 a donc connu un excédent migratoire de 3 500 personnes. Les principaux échanges ont lieu dans les deux sens avec le reste de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et plus particulièrement avec le reste du département des Bouches-du-Rhône (près de la moitié des échanges). Ils sont également soutenus avec les deux départements limitrophes du Vaucluse et du Gard (10 % des échanges chacun). Alors que le solde migratoire est largement excédentaire avec le reste des Bouches-du-Rhône, contribuant pour un tiers au solde total, il est nul avec le Vaucluse et légèrement déficitaire avec le Gard.

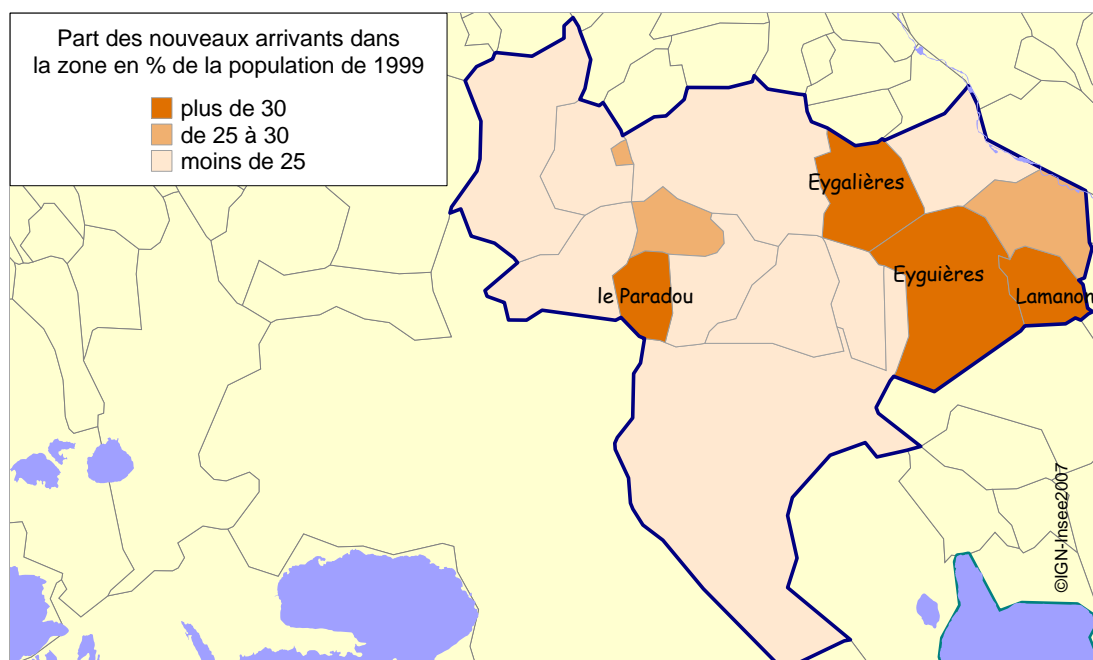
Principaux flux migratoires entre 1990 et 1999

	Arrivées	Départs	Solde
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 918	7 883	1 035
<i>dont Bouches-du-Rhône</i>	6 869	5 840	1 029
<i>dont Vaucluse</i>	1 409	1 404	5
Languedoc-Roussillon	1 785	2 132	-347
<i>dont Gard</i>	1 340	1 465	-125
Rhône-Alpes	1 048	721	327
Île-de-France	1 699	579	1 120
Autres régions métropolitaines	3 082	1 737	1 345
Ensemble Métropole et DOM	16 623	13 125	3 498

Source : Insee-Recensements de la population 1999

Note de lecture : entre 1990 et 1999, 1 699 personnes sont venues s'installer dans le Parc des Alpilles en provenance de la région Île-de-France. Durant cette période, 579 habitants des Alpilles ont quitté le Parc pour s'installer en Île-de-France.

Les arrivées se sont essentiellement concentrées à l'est du territoire : à Lamanon, Eyguières et Eygalières, communes jouxtant les pôles urbains environnants mais également à Paradou et aux Baux-de-Provence, au cœur du Parc. En 1999, plus de 30 % des résidents de chacune de ces communes n'habitaient pas le Parc en 1990.



Source : Insee - Recensement de la population 1999

Note de lecture : en 1999, plus de 30 % des résidents du Paradou n'habitaient pas dans le Parc en 1990

Rapporté à la population de 1990, le solde migratoire de la période 1990-1999 représente 5,8 % de la population de départ. Décliné par âge, cet impact confirme les observations tirées de la pyramide des âges. Entre 18 et 30 ans, le solde est très fortement négatif : il y a plus de départs que d'arrivées. De 30 à 45 ans, il devient nettement positif. C'est l'âge où on vient ou revient s'installer dans le Parc. A partir de 45 ans, le solde des flux migratoires se stabilise aux alentours de 5 % de la population présente en 1990. En dessous de 15 ans, les enfants ont également un solde positif, conséquence de l'arrivée de leurs parents.

Impact des migrations par classe d'âge entre 1990 et 1999

	Population en 1999	%	Arrivées	%	Départs	%	Solde migratoire	Impact des migrations en %
Moins de 20 ans	15 308	23,8	4 943	29,7	3 523	26,8	1 420	10,2
20 à 29 ans	7 022	10,92	2 153	13,0	3 199	24,4	-1 046	-12,9
dont 20 à 24 ans	3 058	4,76	694	4,2	1 431	10,9	-737	-19,4
30 à 39 ans	9 274	14,42	3 753	22,6	2 320	17,7	1 433	18,2
40 à 59 ans	18 453	28,7	3 830	23,0	2 810	21,4	1 020	5,9
60 ou plus	14 251	22,2	1 944	11,7	1 273	9,7	671	4,9
Ensemble	64 308	100,0	16 623	100,0	13 125	100,0	3 498	5,8

Source : Insee - Recensements de la population

Note de lecture : pour calculer l'impact des migrations, le solde migratoire est rapporté à la population qui aurait été celle de 1999 en l'absence des migrations.

Le croisement du mouvement des personnes de plus de 15 ans avec leur statut socioprofessionnel précise ces mouvements : un solde nettement négatif d'étudiants (- 830) ; un solde très positif de retraités (+ 640) ; un excédent de départs chez les jeunes cadres et employés ; mais une situation qui s'inverse pour eux ainsi que pour les ouvriers qualifiés au-delà de trente ans et jusqu'à l'âge de la retraite.

Les soldes des arrivées et des départs entre 1990 et 1999 selon la catégorie socioprofessionnelle et l'âge

Population des personnes âgées de 15 ans ou plus	Solde arrivées moins départs			
	15 à 29 ans	30 à 59 ans	60 ans ou plus	Ensemble
Commerçants, chefs d'entreprise, artisans, agriculteurs	-15	317	4	306
Cadres et professions intellectuelles supérieures	-130	503	7	380
Professions intermédiaires	-82	487	2	407
Employés	-117	575	12	470
Ouvriers	59	290	-6	343
Retraités	0	55	642	697
Étudiants et élèves	-830	-3	0	-833
Autres inactifs	42	194	100	336
Ensemble	-1 073	2 418	761	2 106

Source : Insee - Recensement de la population 1999

IV – Le logement

En 2005, les 16 communes qui englobent le Parc comptent environ 32 000 logements, dont 86 % de résidences principales.

Au recensement de 1999, les communes du Parc abritaient 29 200 logements dont 25 100 résidences principales, 2 400 résidences secondaires et 1 700 habitations vacantes. Le taux de résidences principales est demeuré inchangé depuis 1982. A 86 %, c'est un taux plus élevé que dans le Parc du Luberon (80 %), mais moindre que dans les Bouches-du-Rhône (89 %). Entre 1982 et 1999, la part des résidences secondaires augmente progressivement (6 % en 82 ; 7 % en 90 et 8 % en 99) au détriment des logements vacants qui se font plus rares (8 % en 82 ; 7 % en 90 et 6 % en 99).

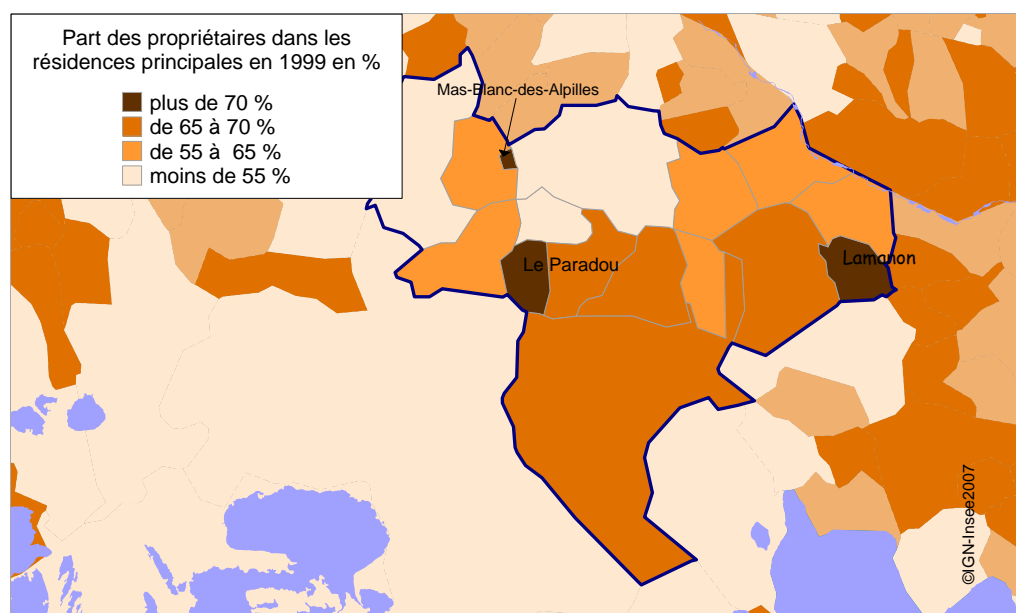
Part des différentes catégories de logement entre 1982 et 1999 (en %)

	Communes du PNR des Alpilles				PNR du Luberon		PACA	
	1982		1999		1982	1999	1982	1999
	Nombre	%	Nombre	%	%	%	%	%
Résidences principales	18 461	86,0	25 074	85,8	76,6	80,0	77,0	75,3
Résidences secondaires(*)	1 248	5,8	2 403	8,2	15,5	13,2	15,6	17,2
Logements vacants	1 754	8,2	1 749	6,0	7,9	6,8	7,4	7,5
Ensemble des logements	21 463	100,0	29 226	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* y compris logements occasionnels

Source : Insee - Recensements de la population 1982 et 1999

En 1999, 60 % des résidences principales sont occupées par leur propriétaire. Le taux est proche de celui du Parc du Luberon, mais supérieur aux taux du département (50 %), de la région (52 %) et sur l'ensemble du territoire français (54,5 %).



Source : Insee - Recensement de la population 1999

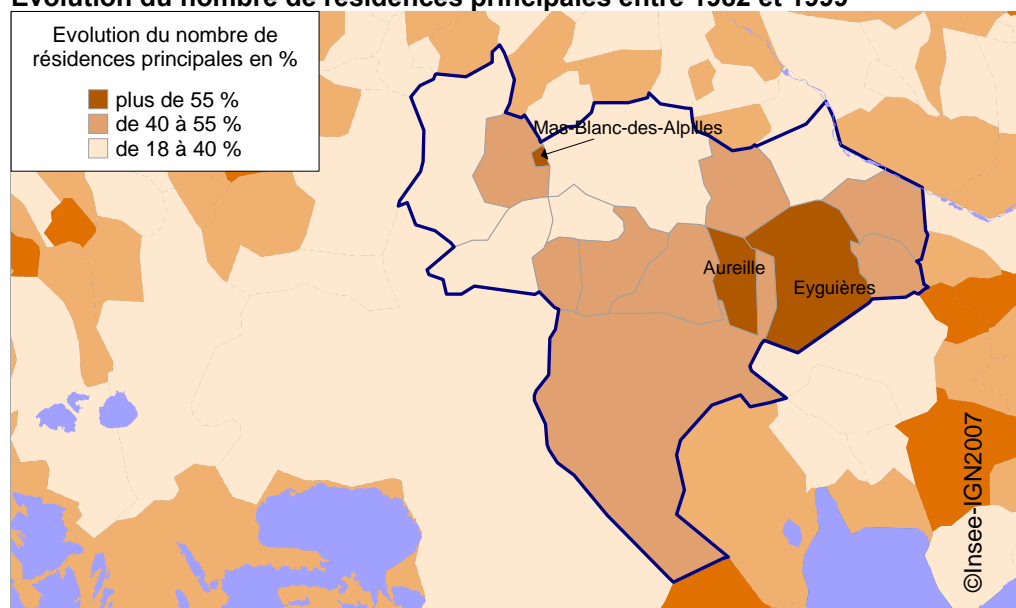
C'est dans les communes du sud du Parc que la proportion de logements en propriété est la plus élevée : Lamanon, Eyguières, Mouries, Le Paradou. Elles correspondent approximativement aux communes où les revenus par unité de consommation sont les plus élevés.

Les principaux segments du parc des résidences principales entre 1982 et 1999

	PNR des Alpilles						Paca
	1982		1990		1999		1999
	Nombre	Part en %	Nombre	Part en %	Nombre	Part en %	Part en %
Habitat individuel - propriétaire	9 456	51,3	12 323	57,1	14 281	56,9	31,6
Habitat individuel - locataire	2 844	15,5	3 641	16,9	4 435	17,7	7,4
Ensemble habitat individuel	12 300	66,8	15 964	74,0	18 716	74,6	39,0
Habitat collectif - propriétaire	964	5,2	594	2,8	604	2,4	20,1
Habitat collectif - locataire non HLM	1 680	9,1	1 558	7,2	1 934	7,7	20,3
Habitat collectif - locataire HLM	672	3,7	713	3,3	1 010	4,0	11,1
Ensemble habitat collectif	3 316	18,0	2 865	13,3	3 548	14,1	51,5
Autres cas	2 808	15,2	2 748	12,7	2 823	11,3	9,5
Ensemble	18 424	100,0	21 577	100,0	25 087	100,0	100,0
<i>dont occupés en propriété</i>	10 420	56,60	12 917	59,90	14 885	59,30	51,70
<i>loués</i>	5 196	28,20	5 912	27,40	7 379	29,40	38,80
<i>autres cas</i>	2 808	15,20	2 748	12,70	2 823	11,30	9,50

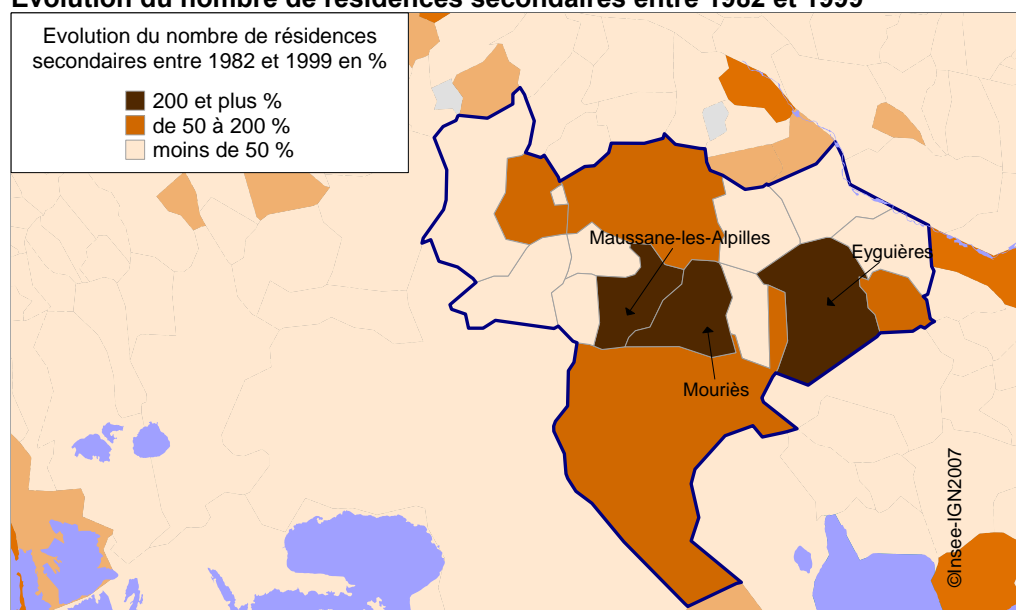
Source : Insee-Recensements de la population 1982 à 1999

Évolution du nombre de résidences principales entre 1982 et 1999

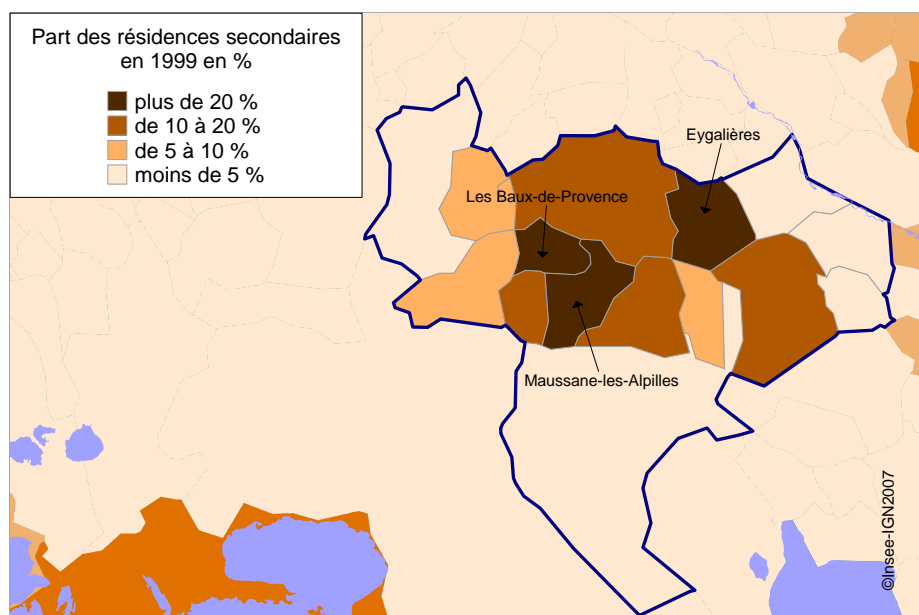


Source : Insee - Recensements de la population 1982, 1999

Évolution du nombre de résidences secondaires entre 1982 et 1999



Source : Insee - Recensements de la population 1982, 1999



Source : Insee - Recensement de la population 1999

V – Les revenus des ménages

En 2005, le revenu fiscal médian par unité de consommation (UC), qui partage les ménages des communes du PNR en deux parts égales, avoisine les 15 500 euros, comparable à celui du Parc voisin du Luberon mais en deçà du revenu des ménages provençaux (16 000 euros).

Les communes de Orgon et de Tarascon ont les revenus médians les plus faibles du Parc, en dessous de 13 000 euros par unité de consommation.

Les trois communes où le revenu fiscal médian par unité de consommation est le plus élevé sont Paradou, Lamanon et Eyguières, avec plus de 18 000 euros.

La part des salaires dans le revenu est équivalente à celle de la région (60 % des revenus). En revanche, la part des pensions et retraites est inférieure de 3 points (25 % contre 28 % en PACA) tandis que la part issue des bénéfices et autres revenus est légèrement supérieure.

A Eyguières et Senas, communes de l'est du Parc, proches des pôles d'emplois de Salon-de-Provence et d'Istres, les revenus des ménages sont dus à plus des deux tiers aux revenus d'activité. A Saint-Rémy-de-Provence, Mouries, Saint-Etienne-du-Grès et Eygalière, ils sont à plus de 10 % dus aux bénéfices qui approchent les 18 % à Maussane-les-Alpilles (contre 8,4 % en moyenne dans le Parc). A Paradou et à Maussane-les-Alpilles, environ 20 % des actifs résidents sont cadres ou exercent une profession libérale, soit deux fois plus que la moyenne du Parc.

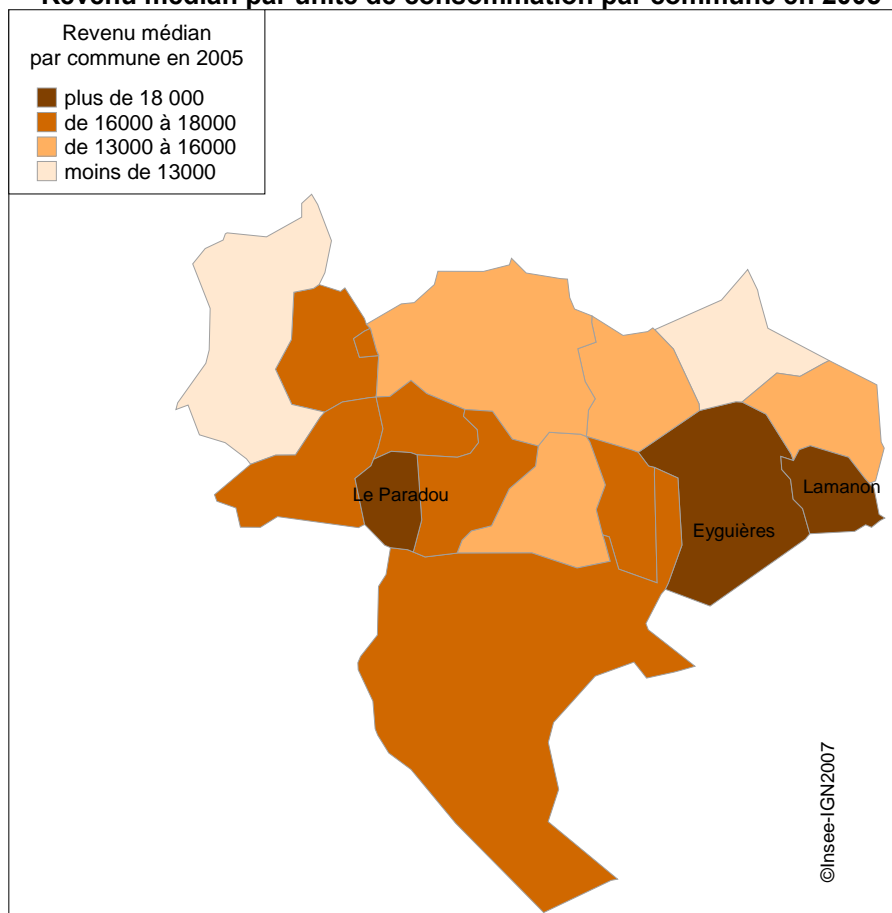
Dans la commune d'Eygalières où les ménages ont un revenu médian dans la moyenne du Parc, la part des pensions est largement supérieure à celle du Parc. Le nombre de retraités, souvent d'anciens agriculteurs y est élevé (19 % des retraités contre 4 % en PACA).

Niveau, disparité et structure des revenus en 2005

	Communes du PNR des Alpilles	Bouches-du- Rhône	PACA
Revenu médian par unité de consommation (UC)	15 474 €	15 952 €	16 023 €
Seuil de bas revenus (D1) par UC	5 306 €	4 135 €	4 897 €
Seuil de hauts revenus (D9) par UC	31 177 €	33 222 €	33 053 €
Rapport inter-déciles (D9/D1)	5,9	8,0	6,7
Part des revenus d'activité	68,1	69,8	66,4
Part des pensions retraites et rentes	24,7	25,0	27,5
Part des autres revenus	7,1	5,3	6,2

Source : Insee - DGI - Revenus fiscaux 2005

Revenu médian par unité de consommation par commune en 2005



Source : Insee - DGI - Revenus fiscaux 2005

VI – Trajets domicile-travail

En 2004, le périmètre d'étude du PNR des Alpilles héberge 20 600 salariés, mais n'offre que 17 000 emplois salariés¹. Il y a donc un déficit d'emplois sur le territoire. Mais en fait, les migrations quotidiennes de salariés avec les communes extérieures au Parc dépassent ce simple déficit. Seuls 8 700 actifs vivent et travaillent dans les communes du Parc. 12 000 autres sortent de ce périmètre pour aller travailler et croisent 8 300 salariés qui font le trajet inverse.

Hors des communes du Parc, les actifs s'éparpillent sur environ 300 communes du sud de la France. Les principaux lieux de travail sont, bien sûr, dans les communes environnantes : Arles (1 840), Salon-de-Provence (1 290), Fos-sur-Mer (920), Marseille (810) et Avignon (790). Par département, les destinations principales sont le reste des Bouches-du-Rhône (8 450), le Vaucluse (1 700) et le Gard (900).

Dans le sens inverse, les salariés résidant hors du Parc proviennent également d'environ 300 communes. Comme pour les sortants, ce sont les communes proches qui fournissent les principaux flux d'arrivées de salariés : Arles (1 100), Beaucaire (680) et Salon-de-Provence (490). Les Bouches-du-Rhône sont toujours le premier fournisseur (4 720 hors PNR des Alpilles), mais le deuxième département est le Gard (1 800), loin devant le Vaucluse (880).

Aux recensements de 1990 et de 1999, l'ensemble des actifs sont comptabilisés, y compris les non-salariés. Ainsi, il est possible de suivre l'évolution de l'emploi total pendant cette période.

En 1999, le périmètre d'étude comptait 23 800 actifs occupés dont 19 290 salariés pour 19 850 postes de travail. Durant les années 90, il y a eu à la fois une augmentation de 12 % de l'emploi sur ce périmètre et une augmentation également de 12 % des actifs résidents. Cette dernière évolution se décompose en une augmentation de + 14 % pour les salariés, d'une diminution pour les non-salariés de - 7,7 % et d'une hausse de + 31 % du nombre de chômeurs. Durant cette décennie, les migrations quotidiennes se sont amplifiées : les actifs stables, qui vivent et travaillent dans les communes du Parc, ont diminué de 3 %, les résidents du territoire allant travailler à l'extérieur augmentent de 29 % et les emplois pourvus par des personnes habitants hors du territoire de 59 %. Le nombre de navettes quotidiennes est donc passé de 12 600 en 1990 à 17 500 en 1999.

Les flux des entrées-sorties du Parc ont augmenté entre 1990 et 1999

	1990	1999	Evolution en %
Actifs occupés résidant dans les communes du Parc	21 800	23 800	9,20
<i>Travaillant dans le périmètre</i>	13 500	13 100	-3,20
<i>Travaillant hors du périmètre</i>	8 300	10 700	29,30
Actifs occupés venant travailler dans les communes du Parc	4 300	6 800	59,10
Emplois dans les communes du Parc	17 800	19 900	11,80
Part des actifs occupés résidant dans le Parc et travaillant à l'extérieur	38,1	45,1	7,0
Part de l'emploi du Parc occupé par des personnes extérieures	24,0	34,2	10,2

Source : Insee - Recensements de la population 1990 et 1999

¹ hors agriculture et intérim.

VII – Emploi – chômage

La population active des communes du Parc, qui comprend les actifs ayant un emploi et les chômeurs, se monte, en 1999, à 28 100 personnes, soit un taux d'activité de 66 %, semblable à celui du Luberon et de la région, mais légèrement inférieur à celui de la France métropolitaine (69 %). Cette population active se décompose en 23 800 actifs avec un emploi et 4 360 chômeurs. Le taux de chômage est donc de 15,5 % en 1999, inférieur d'un point à celui du Luberon, mais de quatre points à celui des Bouches-du-Rhône.

Au cours des deux décennies précédentes (1982 – 1999), la composition de la population active a été sensiblement bouleversée. Son augmentation globale de près de 30 % est la résultante d'une augmentation de près d'un tiers des salariés mais d'une diminution de 10 % des emplois non salariés (en grande partie due à la diminution du nombre d'exploitants agricoles) et d'un quasi doublement du nombre de chômeurs.

De 1982 à 1999, le taux d'activité de la population du Parc progresse régulièrement, principalement grâce aux femmes dont le taux d'activité passe de 43 % à 59 % tandis que les hommes connaissent un léger reflux de 80 % à 74 %.

Population active totale dans le périmètre englobant le Parc Naturel des Alpilles

	1982	1990	1999	Évolution 1982-1999
Actifs ayant un emploi	19 630	21 795	23 791	21,2
<i>dont salariés</i>	14 588	16 916	19 290	32,2
<i>dont non salariés</i>	5 042	4 879	4 501	-10,7
Chômeurs	2 249	3 319	4 360	93,9
<i>dont depuis plus d'un an</i>	.	1 283	2 467	///
Population active totale (*)	21 879	25 114	28 151	28,7

* hors militaires du contingent

Source : Insee - Recensements de la population 1982, 1990 et 1999

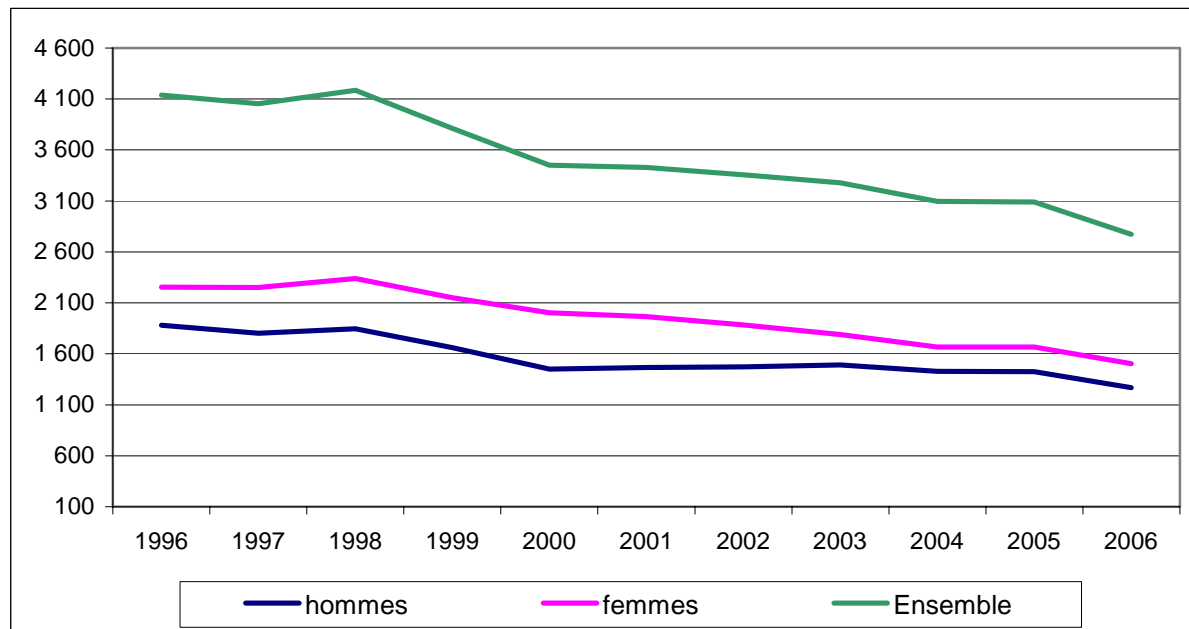
Évolution de la population active entre 1982 et 1999 (en %)

	Communes du PNR des Alpilles		PNR du Luberon		Bouches-du-Rhône	
	82-90	90-99	82-90	90-99	82-90	90-99
Actifs ayant un emploi	11,0	9,2	15,1	6,0	2,0	2,6
<i>dont salariés</i>	16,0	14,0	21,7	10,5	1,9	3,4
<i>dont non salariés</i>	-3,2	-7,7	-3,0	-9,9	2,8	-3,4
Chômeurs	47,6	31,4	50,2	29,2	33,5	26,1
<i>dont depuis plus d'un an</i>	///	92,3	///	91,5	///	73,3
Population active totale (*)	14,8	12,1	18,9	9,2	6,2	6,5

Source : Insee - Recensements de la population 1982, 1990 et 1999

Les trois derniers recensements ont montré une augmentation importante du chômage entre 1982 et 1999. Depuis, la tendance s'est inversée et les demandes d'emploi à la fin des mois de décembre de 1996 à 2006 sont passées de 4 140 à 2 770.

Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (au 31 décembre) dans les communes du PNR des Alpilles



Source : ANPE - DEFM - catégories 1+2+3 (hors activités réduites)

VIII – Emploi par secteur

Le Parc des Alpilles semble maintenir un équilibre de l'emploi entre agriculture, administration, construction et industrie qui a été souvent rompu ailleurs.

La répartition des emplois selon les principaux secteurs est en effet relativement équilibrée. Le tertiaire, avec 63 % des emplois en 1999, a une part bien moindre que dans la région (80 %) et dans le Luberon (73 %). Bien que cette part connaisse une croissance régulière, elle a toujours été inférieure à celle de la région et du Parc du Luberon au bénéfice de l'industrie (16 % des emplois contre 11 % au niveau régional) et surtout de l'agriculture qui occupe 13 % des emplois contre 3 % dans la région.

Emploi dans le Parc en 1975 et en 1999 selon quatre grands secteurs

		Communes du PNR des Alpilles		PNR du Luberon		Bouches-du-Rhône	
		Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Agriculture	1975	4 045	28,6	7 585	20,1	22 750	3,8
	1999	2 597	13,2	4 054	7,9	12 480	1,9
Industrie	1975	2 680	19,0	4 810	12,7	133 085	22,3
	1999	3 187	16,2	5 621	11,0	84 664	12,9
Construction	1975	1 485	10,5	5 520	14,6	64 770	10,8
	1999	1 418	7,2	3 947	7,7	34 497	5,3
Tertiaire	1975	5 910	41,9	19 875	52,6	377 375	63,1
	1999	12 454	63,4	37 442	73,4	524 159	79,9
Ensemble	1975	14 120	100,0	37 790	100,0	597 980	100,0
	1999	19 656	100,0	51 064	100,0	655 800	100,0

Source : Insee-Recensements de la population 1975 et 1999

La répartition de l'emploi salarié est sensiblement différente de celle de l'emploi total. En 2005, le territoire du Parc compte 16 500 emplois salariés dont la moitié dans les services (administration, actions sociales, transport, service aux entreprises et aux particuliers), 20 % dans l'industrie, 16 % dans le commerce, 11 % dans la construction et 3 % dans l'agriculture.

Avec un emploi salarié sur deux, les activités de services ont un taux particulièrement faible au regard de la région comme du département où elles représentent les deux tiers des salariés.

Trois sous-secteurs se distinguent par leur importance élevée par rapport à la situation départementale : l'agriculture, où le parc représente 23 % de l'emploi salarié agricole du département ; l'industrie du bois et du papier avec 19 % des salariés de ce secteur des Bouches-du-Rhône ; l'industrie de la chimie, du caoutchouc et des plastiques avec 8 % des salariés départementaux de ce secteur.

L'emploi salarié en 2005 selon le secteur des établissements

	PNR des Alpilles		PNR du Luberon		Bouches-du-Rhône		Paca		France métropole	
	Effectif 2005	%	Effectif 2005	%	Effectif 2005	%	Effectif 2005	%	Effectif 2005	%
R1 Administration publique	1 919	11,6	4 254	9,6	93 297	13,9	219 250	14,2	2 396 303	11,3
H0 Construction	1 859	11,3	3 568	8,0	40 051	6,0	102 818	6,7	1 325 514	6,2
Q2 Santé, action sociale	1 557	9,4	6 098	13,7	84 630	12,6	200 348	13,0	2 644 654	12,4
J2 Commerce de gros, intermédiaires	1 226	7,4	2 971	6,7	30 553	4,6	68 774	4,5	1 003 884	4,7
J3 Commerce de détail, réparations	1 118	6,8	4 831	10,9	50 878	7,6	134 233	8,7	1 567 523	7,4
A0 Agriculture, sylviculture, pêche	416	2,5	222	0,5	1 797	0,3	6 012	0,4	107 662	0,5
Q1 Education	972	5,9	3 359	7,6	53 226	7,9	114 242	7,4	1 645 267	7,7
P1 Hôtels et restaurants	798	4,8	1 978	4,5	24 589	3,7	80 710	5,2	800 864	3,8
K0 Transports	838	5,1	2 651	6,0	43 124	6,4	80 056	5,2	1 071 145	5,0
B0 Industries agricoles et alimentaires	679	4,1	1 450	3,3	11 530	1,7	27 262	1,8	554 974	2,6
N2 Conseils et assistance	575	3,5	1 745	3,9	42 815	6,4	83 649	5,4	1 329 895	6,2
F4 Chimie, caoutchouc, plastiques	585	3,5	202	0,5	8 164	1,2	14 980	1,0	325 874	1,5
E2 Industrie des équipements mécaniques	360	2,2	925	2,1	8 834	1,3	16 611	1,1	396 143	1,9
F3 Industries du bois et du papier	346	2,1	134	0,3	1 961	0,3	4 703	0,3	149 742	0,7
E3 Ind des équipements électriques et électroniques	349	2,1	367	0,8	4 242	0,6	12 666	0,8	208 454	1,0
N3 Services opérationnels	388	2,4	1 426	3,2	30 924	4,6	65 703	4,3	857 858	4,0
R2 Activités associatives et extra territoriales	249	1,5	637	1,4	11 956	1,8	28 840	1,9	286 209	1,3
F1 Industrie produits minéraux	278	1,7	317	0,7	2 646	0,4	8 172	0,5	153 487	0,7
J1 Commerce et réparation automobile	286	1,7	1 605	3,6	13 494	2,0	35 159	2,3	416 345	2,0
M0 Activités immobilières	232	1,4	703	1,6	11 639	1,7	33 969	2,2	358 943	1,7
Industrie des biens de consommation	128	0,8	988	2,2	7 320	1,1	21 149	1,4	576 043	2,7
Industrie textile	122	0,7	34	0,1	507	0,1	1 302	0,1	79 579	0,4
Métallurgie et transformation	195	1,2	172	0,4	9 495	1,4	13 387	0,9	394 823	1,9
Industrie composants électriques	87	0,5	184	0,4	5 943	0,9	8 979	0,6	168 651	0,8
Energie	92	0,6	533	1,2	10 492	1,6	18 452	1,2	232 075	1,1
Activités financières	215	1,3	825	1,9	19 914	3,0	40 862	2,6	711 673	3,3
Postes & télécommunications	245	1,5	1 110	2,5	16 554	2,5	36 373	2,4	473 221	2,2
Recherche & développement	51	0,3	93	0,2	7 185	1,1	12 509	0,8	141 577	0,7
Activités récréatives & culturelles	192	1,2	459	1,0	9 047	1,3	22 722	1,5	331 588	1,6
Services personnels & domestiques	132	0,8	456	1,0	5 505	0,8	15 234	1,0	176 821	0,8
TOTAL	16 489	100,0	44 297	99,9	662 312	98,7	1 529 126	99,1	20 886 791	98,1

Source : Insee -CLAP, SAE2005

IX – Le tissu économique

Parmi les emplois administratifs en 1999, l'administration publique vient en tête avec l'ensemble des mairies et le centre de détention de Tarascon, mais elle ne représente que 10 % des emplois, taux supérieur à celui du Luberon, mais nettement inférieur à celui de la région (13 %). L'emploi dans le secteur de la santé et de l'action sociale est également proportionnellement moins représenté avec 9 % contre 13 % dans la région et dans le Parc du Luberon.

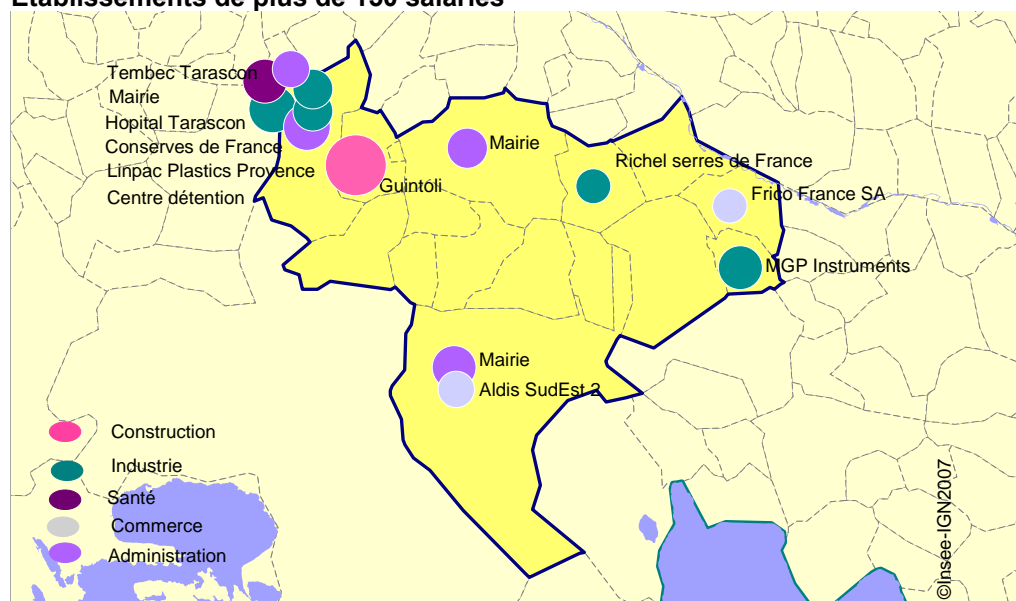
De même, le secteur de l'éducation ne représente que 5,5 % des emplois contre 7 % dans la région et le Luberon.

Les autres secteurs productifs principaux sont, dans l'ordre décroissant, en 1999 : le commerce de détail (7,8 % des emplois), la construction (7,2 %), l'hôtellerie restauration (5,6 %) et le commerce de gros (5,1 %).

Certains secteurs prennent une place particulière grâce à l'implantation d'établissements de grande taille. Ainsi en est-il de la construction avec l'établissement Guintoli à Saint-Etienne-du-Grès ; de l'industrie de bois et pâte à papier avec l'établissement Tembec à Tarascon, seule usine de pâte à papier du Sud-Est ; des IAA par la présence de trois grands établissements sur la commune de Tarascon ; des industries d'équipement avec MGP-Instruments à Lamanon et des industries de plastique avec deux entreprises d'emballage à Tarascon.

En 2005, le classement des secteurs économiques selon l'emploi salarié² est à peu près le même qu'en 1999 avec l'ensemble des emplois : administration publique (11,6 %), santé et action sociale (9,4 %), commerce de gros (7,4 %), commerce de détail (6,8 %), éducation (5,9 %) et l'hôtellerie restauration (4,8 %). Trois secteurs connaissent une proportion parmi les salariés nettement plus forte que dans l'emploi salarié régional : l'agriculture (2,5 % contre 0,4 % en PACA), l'industrie du bois et de la pâte à papier (2,1 % contre 0,3 %) et l'industrie plastique (3,6 % contre 1 %).

Établissements de plus de 150 salariés



² hors agriculture et intérim

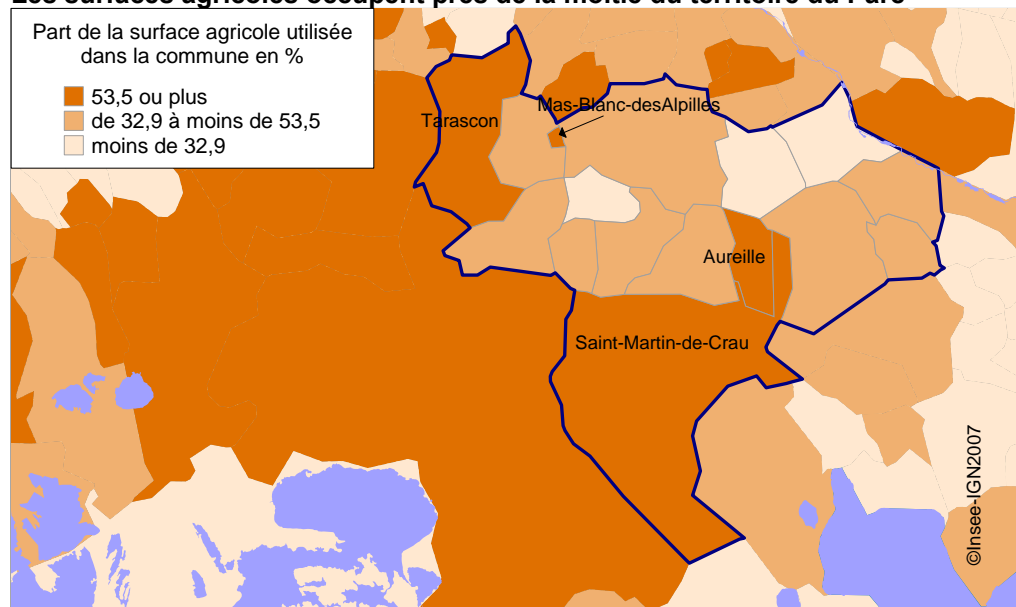
X - Une agriculture très présente

Les surfaces agricoles accaparent près de la moitié du territoire du Parc.

C'est une agriculture diversifiée, fortement liée à la géographie : agriculture de plaine, de piémont et de petite montagne se côtoient autour du massif des Alpilles.

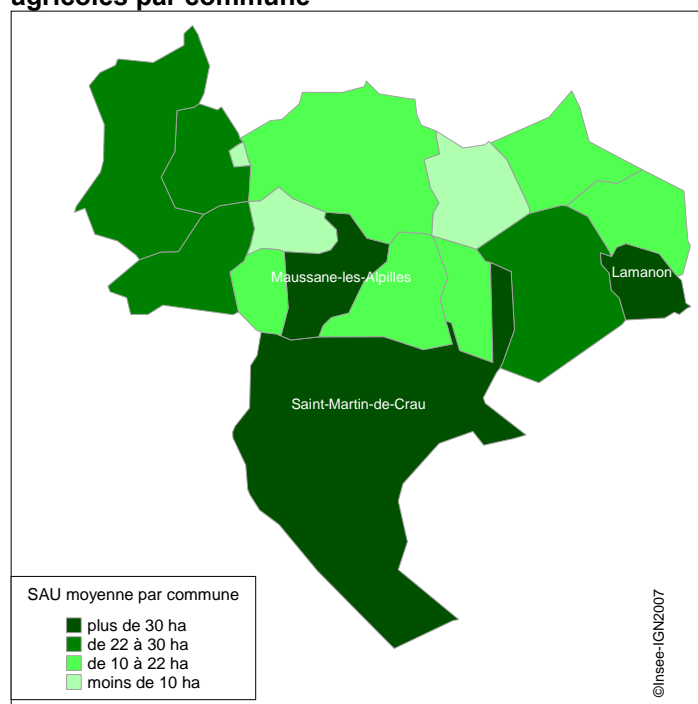
Elle est mise en valeur par un peu plus de 1 300 exploitants agricoles en 2000 dont 850 atteignent une dimension économique de type « professionnel ». En vingt ans, de 1979 à 2000, le nombre d'exploitations agricoles a été divisé par deux. Mais les surfaces agricoles ont augmenté de 17 %. En conséquence, la taille moyenne des exploitations est passée de 13 hectares en 1979 à 30 hectares en 2000.

Les surfaces agricoles occupent près de la moitié du territoire du Parc



Source : Ministère de l'Agriculture - recensement agricole 2000

Surface agricole moyenne des exploitations agricoles par commune



Source : AGRESTE - recensement agricole 2000

Mode de faire-valoir

Près de la moitié des terres agricoles sont exploitées en propriété par leur chef d'exploitation et autant sont louées sous forme de fermage pluriannuel. Douze ans auparavant, les terres en propriété atteignaient 70 %. L'augmentation de la taille des exploitations agricoles se fait donc essentiellement par la location de terres supplémentaires et non par l'acquisition de terres en propriété.

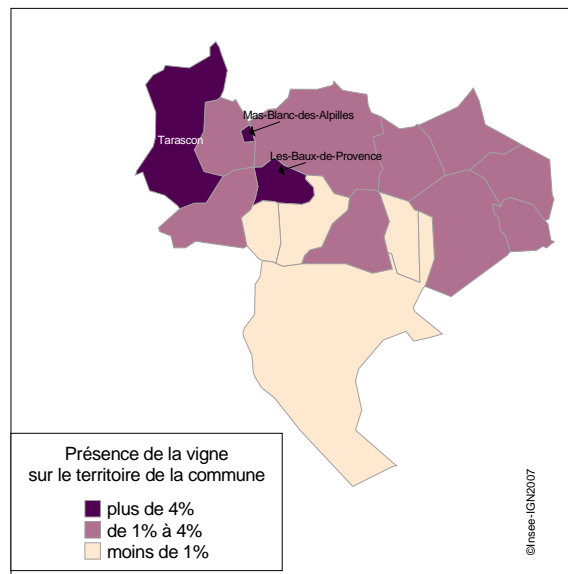
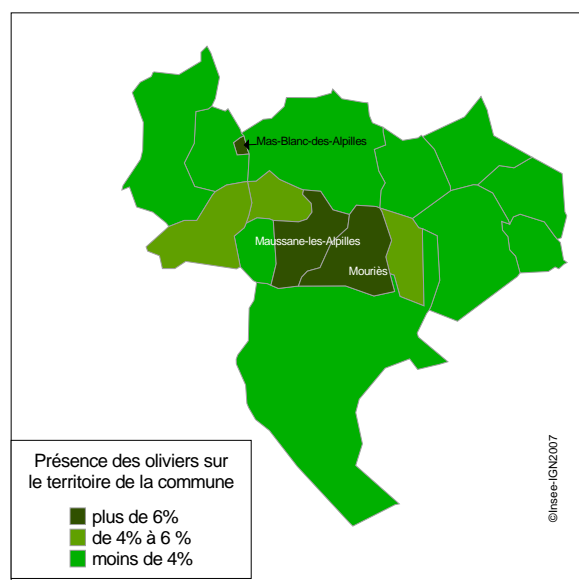
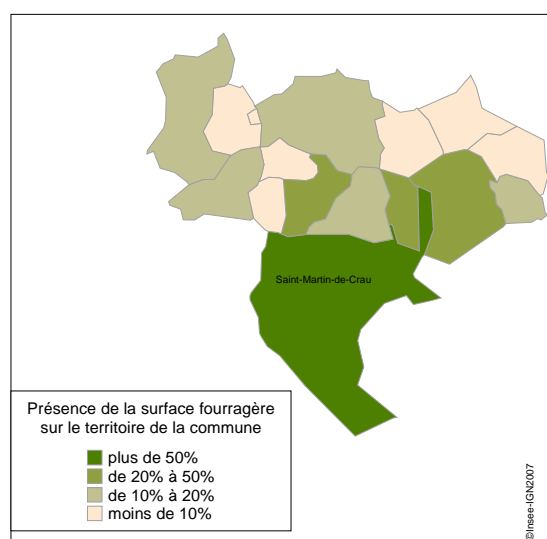
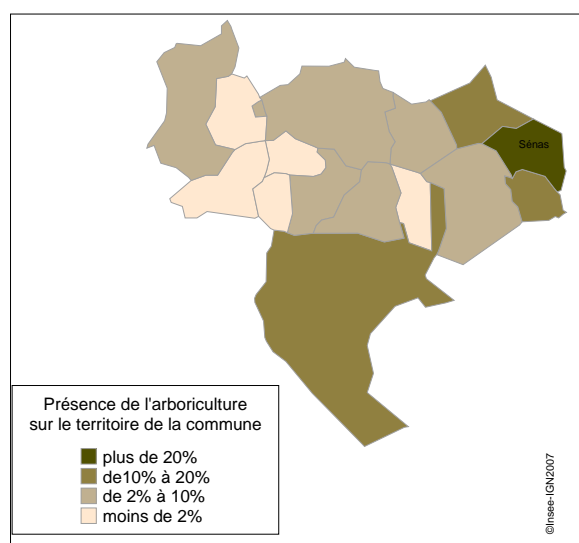
L'agriculture nécessite l'équivalent de 4 000 emplois à plein temps dont 63 % est fournie par de la main d'œuvre salariée et 37 % par le travail familial.

L'utilisation principale des terres agricoles est destinée à la production animale : les productions fourragères et en particulier les prairies occupent la moitié de la superficie agricole utilisée (SAU). Il faut signaler la présence, sur la commune de Saint-Martin-de-Crau, de la production du fameux « foin de Crau », seule production agricole non alimentaire à bénéficier d'une appellation d'origine contrôlée (AOC).

Cette production fourragère est utilisée par les élevages bovins (3 400 têtes) et ovins (80 000 têtes) dont plus de la moitié des effectifs se situent sur la seule commune de Saint-Martin-de-Crau.

L'autre moitié des terres agricoles est utilisée d'une part par les productions fruitières (2 400 ha de pêchers, 1 400 ha de pommiers et 800 ha de poiriers) et d'autre part par les cultures céréalières (4 900 ha).

Viennent ensuite l'oléiculture avec 1 700 hectares plantés en oliviers ; les productions légumières avec 1 600 hectares dont 415 sous serres et la viticulture avec 1 350 hectares de vignes dont 620 pour une production reconnue par une appellation d'origine contrôlée (AOC).



Source : AGRESTE - recensement agricole 2000

La région des Alpilles a une longue histoire avec l'irrigation. Elle débute dès le XIII^{ème} siècle aux alentours de Cavaillon et se poursuit par le canal de Craonne au XVI^{ème} qui permet d'irriguer la plaine de la Crau. Au XVIII^{ème} siècle, les Alpilles bénéficient d'un réseau complet de canaux. En 2000, 45 % de la SAU du PNR est irriguée, dont la grande majorité (60 %) se fait par gravité, procédé plus économique qui ménage les nappes phréatiques.

XI - Un tourisme hôtelier haut de gamme

Les activités liées au tourisme représentent 5,5 % de l'emploi total soit un point de plus que dans le Luberon mais beaucoup moins que dans le Verdon ou le Queyras. Le nombre élevé d'hôtels est caractéristique du tourisme « alpin », beaucoup plus que dans les autres Parcs de la région (26 % de la capacité d'accueil totale contre 5 % dans le Luberon et 4 % dans le Verdon). De surcroît, il s'agit souvent d'hôtels haut de gamme. En effet, en 2007, plus de 60 % de la capacité d'accueil hôtelière est homologuée dans des hôtels 3 et 4 étoiles contre 42 % dans le Luberon, 32 % dans le Verdon et 15 % dans le Queyras.

Nombre total d'hôtels selon leur catégorie

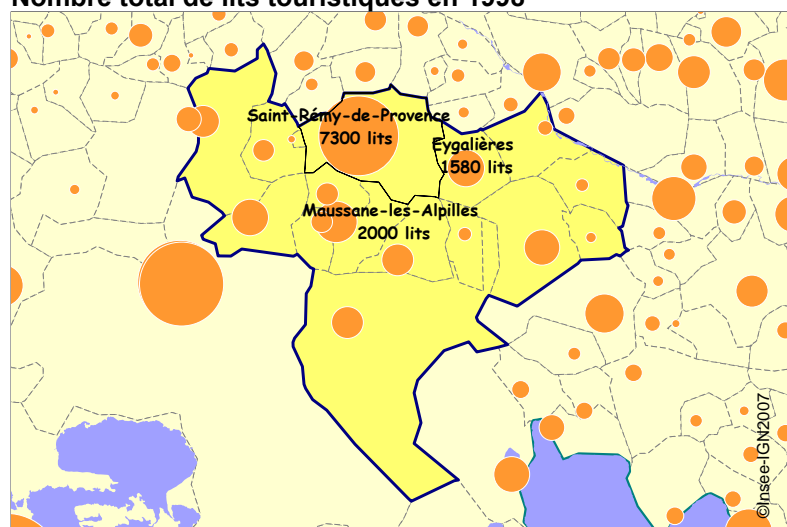
	PNR Alpilles	PNR Luberon	PNR Verdon	PNR Queyras
0 étoile	3	6	2	5
1 étoile	2	0	2	2
2 étoiles	24	34	44	32
3 étoiles	25	17	11	5
4 étoiles	9	8	3	0
Ensemble	63	65	62	44

Nombre total de lits selon la catégorie de l'hôtel

	PNR Alpilles	PNR Luberon	PNR Verdon	PNR Queyras
0 étoile	85	152	29	54
1 étoile	22	0	20	29
2 étoiles	367	696	848	732
3 étoiles	592	442	348	146
4 étoiles	213	174	71	0
Ensemble	1 279	1 464	1 316	961

Corrélativement, la part des résidences secondaires dans l'accueil touristique y est faible (54 % contre plus de 70 % en France, en Paca et dans le Parc du Luberon). Néanmoins, depuis 1990, le nombre de résidences secondaires a considérablement augmenté (+ 45 % contre + 2,5 % dans le Luberon), en particulier dans les communes d'Eygalières (cinq fois plus) et de Maussane-les-Alpilles (trois fois plus).

Nombre total de lits touristiques en 1998



Source : Insee-Inventaire communal 1998

Le nombre total de **lits touristiques** est évalué de la façon suivante :

- 2 lits par chambre d'hôtel ;
- 3 lits par emplacement de camping ;
- 5 lits par résidence secondaire ;
- nombre de places-personnes pour les autres hébergements (centres de vacances, villages et maisons familiales, auberges de jeunesse, refuges et gîtes d'étape, chambres d'hôte...)

XII - Fiscalité locale

Pour fonctionner, les 16 communes du territoire étudié disposent en moyenne de 1 264 euros de ressources financières par habitant, valeur supérieure de 16 % à celle des communes du Luberon mais légèrement inférieure à celle des Bouches-du-Rhône.

Plus de la moitié du budget de fonctionnement (53 %) repose sur la fiscalité directe. La même situation se retrouve dans le Parc du Luberon et dans les Bouches-du-Rhône. Dans l'ensemble, les communes du territoire ont une bonne autonomie financière.

Les dépenses de fonctionnement sont, elles aussi, inférieures à la moyenne départementale, en raison de charges de personnel contenues et de charges financières limitées.

En 2004, les communes du territoire ont beaucoup investi. Avec 451 euros par habitant, elles fournissent un effort 50 % plus élevé que pour les communes du Luberon et de l'ensemble départemental. Un cinquième de ces investissements a été assuré par l'autofinancement dégagé en fonctionnement et presque la moitié par des subventions. Pour compléter leur financement, les communes ont eu recours à des emprunts dont le montant par habitant est deux fois moindre que pour l'ensemble des communes du département. Ces emprunts nouveaux abondent un encours de la dette qui reste bien inférieur à celui observé dans les communes du Parc du Luberon et du département des Bouches-du-Rhône. L'annuité de la dette représente d'ailleurs la moitié de la moyenne départementale.

Les produits de la fiscalité directe perçus par l'ensemble des communes du territoire (1 068 €/hab) se situent au même niveau que dans le Luberon ou dans les Bouches-du-Rhône. Près de la moitié provient de la taxe professionnelle (45 %), un quart de la taxe d'habitation et un autre quart du foncier bâti. Le produit du foncier non bâti, même si sa valeur est faible, témoigne de l'importance de l'agriculture et des activités liées à la terre. Parallèlement, le niveau relativement élevé de la taxe professionnelle tant en part qu'en valeur par habitant (483 € contre 452 € en PACA et 424 € en France) souligne l'apport essentiel de l'appareil productif dans le bon fonctionnement des communes du territoire.

Les communes et leurs EPCI perçoivent les deux tiers de la fiscalité directe, ce qui correspond aux situations habituelles. Par contre, la part de 27 % attribuée aux seules EPCI montre une intégration intercommunale plus poussée que dans le Luberon (22 %) mais inférieure à la situation générale du département (34 %).

Dans un département où la pression fiscale est relativement forte, le territoire se distingue par une fiscalité directe locale relativement modérée.

Fiscalité directe locale : la répartition des produits en euros par habitant

Selon les quatre taxes directes	Communes du Parc des Alpilles		Parc du Luberon		Bouches-du-Rhône	
	en €/hab	en %	en €/hab	en %	en €/hab	en %
Taxe d'habitation	274	25,7	233	24,4	277	23,9
Foncier bâti	274	25,7	330	34,6	309	26,6
Foncier non bâti	37	3,4	22	2,3	6	0,5
Taxe professionnelle	483	45,2	370	38,7	568	49,0
Total	1 068	100,0	955	100,0	1 160	100,0

Selon la destination des produits	Communes du Parc des Alpilles		Parc du Luberon		Bouches-du-Rhône	
	en €/hab	en %	en €/hab	en %	en €/hab	en %
Commune	398	37,3	379	39,7	406	35,0
Organisme à fiscalité propre	288	27,0	211	22,1	390	33,6
Département	309	28,9	313	32,7	288	24,9
Région	70	6,5	50	5,2	73	6,3
Taxe spéciale d'équipement	3	0,3	2	0,3	3	0,2
Total	1 068	100,0	955	100,0	1 160	100,0

Source : Insee - Finances locales 2006, DGCP, DGI 2005

ANNEXES

Le recensement de la population de 1999

Le recensement de la population a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-Mer entre mars et avril 1999 selon des modalités voisines des recensements de 1975, 1982 et 1990. La date de référence du recensement est le 8 mars 1999.

La population recensée est l'ensemble des personnes résidant en France quelle que soit leur nationalité. En particulier, on ne recense pas les français vivant à l'étranger et les étrangers en visite ou de passage.

Les précautions d'usage du RP99

Les résultats utilisés dans ce document sont issus de deux exploitations du recensement.

- L'« exploitation principale » traite la totalité des questions sur les logements et environ 70 % des questions sur les individus :
 - âge,
 - sexe,
 - formation,
 - lieu de travail,
 - activité (actifs/non actifs, salariés/non salariés, conditions d'emploi..).

Cette étape était dite « exploitation légère » ou « exhaustive » aux précédents recensements.

- L'« exploitation complémentaire » correspond au traitement des questions les plus complexes (30 % du bulletin individuel) non traitées lors de l'exploitation principale. Cette étape était dite « exploitation lourde » ou « exploitation au quart » aux précédents recensements.

Parce que leur codification met en œuvre des nomenclatures détaillées, ces questions ne sont traitées que pour un échantillon d'un logement sur quatre (sondage au ¼) sauf pour certains territoires.

Il s'agit :

 - de la profession actuelle ou antérieure (pour les inactifs ou les chômeurs) ;
 - de l'activité économique de l'établissement employeur ;
 - de la composition des familles.

La précision des données

Les résultats de l'exploitation complémentaire sont, pour la plupart des communes, le résultat d'un sondage au quart. C'est-à-dire que l'on a exploité seulement un bulletin sur quatre.

On peut avoir une bonne idée de la précision d'un résultat R en prenant comme intervalle de confiance à 95 % l'intervalle défini ainsi :

$$[R - 4 \sqrt{R}] \text{ à } [R + 4 \sqrt{R}]$$

c'est-à-dire que **cet intervalle a 95 chances sur 100 de recouvrir le résultat que donnerait un dépouillement de tous les bulletins.**

Exemples :

Nombre lu dans un tableau	Intervalle ayant 95 chances sur 100 de recouvrir la valeur lue	
	Valeur minimum	Valeur maximum
100	60	140
1000	870	1130
10 000	9 600	10 400
100 000	98 700	101 300
1 000 000	996 000	1 004 000

Ce tableau montre que plus les chiffres sont faibles, plus l'erreur relative est grande.

Il en résulte donc une incertitude, notamment en ce qui concerne les petits nombres qui peuvent être entachés d'une erreur relative très importante.

Néanmoins, ces petits nombres sont parfois publiés afin de conserver la cohérence comptable.

Population

Toutes les caractéristiques individuelles sont celles au recensement de 1999 (âge, CSP).

Age

L'âge indiqué est l'**âge atteint au cours de l'année du recensement**, c'est-à-dire l'âge par génération. Autrement dit, l'âge est calculé en différence de millésime entre l'année du recensement et l'année de naissance. C'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement.

La classe "0" ne comprend pour le recensement de 1999 que les enfants nés entre le 1^{er} janvier 1999 et le 7 mars 1999.

Migrations - Lieu de résidence au 1^{er} janvier 1990

On appelle **migrants** les personnes dont la commune de résidence au 1^{er} janvier de l'année du précédent recensement était différente de la commune de résidence au recensement considéré.

Les migrations sont connues au recensement à partir de la question sur la résidence antérieure ("Où habitez-vous au 1^{er} janvier 1990 ?"). Les enfants nés depuis le 1^{er} janvier 1990 sont rattachés à la résidence antérieure de la personne de référence du ménage dans l'exploitation principale et à la résidence antérieure de la mère dans l'exploitation complémentaire.

Les migrations intermédiaires ne sont pas prises en compte (cas des migrations multiples ou des migrations puis retours). Une personne qui habite la même commune aux deux recensements peut très bien avoir changé de commune de résidence entre-temps.

La population en l'absence de migrations est en fait la population de la zone en l'absence d'échanges avec le reste de la France :

Population 1999 - arrivées de France + départs vers la France.

Par souci d'équilibre, on ne soustrait pas les arrivées en provenance de l'étranger, car on ne connaît pas les départs vers ces destinations, puisque les personnes concernées ne résident plus sur le territoire national au moment du recensement (et ne sont donc pas recensées). Dans les zones pour lesquelles les flux avec l'étranger sont déséquilibrés, il convient d'être prudent dans l'interprétation des résultats.

Les stables sont les personnes présentes dans la zone en 1990 et en 1999, y compris les enfants nés depuis le 1^{er} janvier 1990 si la personne de référence du ménage est elle-même stable.

Migrations de l'ensemble de la zone avec l'extérieur

Permet de localiser les principaux échanges entre le territoire étudié et le reste de la France métropolitaine.

Flux migratoires par catégorie socioprofessionnelle et par âge entre 1990 et 1999 :

Les données sont issues de l'exploitation complémentaire du recensement de la population réalisée par sondage au quart. Le solde migratoire (arrivées moins départs) est donc entaché d'une erreur aléatoire. Cette incertitude dépend de la somme des flux (arrivées plus départs) et non du solde lui-même. L'intervalle de confiance à 95 % du solde est égal à :

$$(A - D) \pm 4\sqrt{A + D}$$

où A représente les arrivées et D les départs.

Activité

Population active

La population active comprend les actifs ayant un emploi, les chômeurs et, depuis le recensement de 1990, les militaires du contingent. Elle comprend des personnes âgées de quinze ans ou plus. Dans les tableaux figure la population active hors militaires du contingent pour permettre des comparaisons d'un recensement à l'autre.

Changements de définition de ces concepts entre 1982 et 1999 :

- Depuis 1990, la population active comprend les militaires du contingent ; ceux-ci sont à distinguer des militaires de carrière.
- Les stagiaires rémunérés en stage de formation, classés inactifs en 1982, sont considérés à partir de 1990 comme des actifs ayant un emploi.

Taux d'activité

Le **taux d'activité** est le pourcentage de personnes actives dans la population totale.

Actifs ayant un emploi

Les actifs ayant un emploi sont les personnes qui ont une profession et l'exercent au moment du recensement.

Sont incluses dans cette rubrique les personnes qui aident un membre de leur famille dans son travail (exploitation agricole ou artisanale, commerce, profession libérale...) à condition que la personne aidée ne soit pas salariée.

Les apprentis sous contrat, les stagiaires rémunérés et les personnes qui, tout en poursuivant leurs études, exercent une activité professionnelle font également partie de la population active ayant un emploi.

Emplois

Les emplois au lieu de travail ne se confondent pas avec la population active ayant un emploi qui est comptée au lieu de résidence : une personne active ayant un emploi peut résider dans une commune A et avoir un emploi dans une commune B.

Les demandes d'emploi en fin de mois

Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) sont issues des statistiques de l'ANPE. Il s'agit des demandes d'emploi de catégories 1, 2 et 3 hors activités réduites.

Catégorie 1 : durée indéterminée à temps plein

Catégorie 2 : durée indéterminée à temps partiel

Catégorie 3 : durée déterminée temporaire ou saisonnier

Le comportement des chômeurs vis-à-vis de l'ANPE et l'évolution de la législation sociale ne sont pas neutres vis-à-vis de cette mesure du chômage.

Le dénombrement des chômeurs est devenu plus précis grâce à la mise en place d'une réglementation en matière de gestion administrative de l'ANPE :

- modification du contrôle des chômeurs par l'Administration (radiation des fichiers dès la première absence, pointage mensuel, mise en place d'un contrôle de la recherche d'emploi),
- densification du réseau d'agences ANPE,
- envoi des cartes d'actualisation retardée jusqu'au 25 du mois afin que la recherche d'emploi attestée sur ces documents coïncide mieux avec la DEFM.

Inactifs

Les inactifs comprennent les retraités et retirés des affaires, les élèves, étudiants ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle), les autres inactifs.

Statut (salariés, non salariés)

La population active est hors militaires du contingent, y compris pour 1990 et 1999.

Le statut permet de distinguer les salariés des non-salariés. La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi.

Les non-salariés comprennent les indépendants sans salariés, les employeurs ou les aides familiaux. Ces derniers sont des personnes qui aident, sans être salariées, un membre de leur famille qui est lui-même à son compte (exploitant agricole, artisan commerçant, industriel, profession libérale).

Sont classées dans le poste salariés toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question "êtes-vous salarié ?" et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectés aux postes indépendants sans salariés ou employeurs. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des Impôts lui permet de se déclarer comme tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code statut.

Navettes – Déplacements domicile/travail

On appelle "navettes" ou migrations alternantes les déplacements, le plus souvent quotidiens, entre le domicile et le lieu de travail. Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que "chauffeur-routier", "chauffeur de taxi", "VRP", "commerçant ambulant" ou "marin-pêcheur" les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence. Pour les travailleurs sur un chantier de longue durée, on considère comme lieu de travail le chantier et non le siège de l'entreprise.

En règle générale, ces migrations sont quotidiennes et de faible distance. Ce n'est pas toujours le cas. Certaines personnes ne rejoignent leur "résidence" qu'une fois par semaine. En effet les personnes (personne de référence ou conjoint) sont considérées comme résidant au lieu où demeure le ménage dans son ensemble même si elles disposent d'un pied-à-terre près de leur lieu de travail, ce dernier étant recensé comme logement "occasionnel".

LOGEMENT

Ménages

La définition du ménage adoptée correspond au concept de "ménage-logement".

On appelle ménage l'ensemble des occupants d'un même logement (occupé comme résidence principale), quels que soient les liens qui les unissent. Il peut se réduire à une seule personne. Il comprend également les personnes qui ont leur résidence personnelle dans le logement mais qui séjournent à l'époque du recensement dans certains établissements (élèves internes des établissements d'enseignement et militaires du contingent qui sont ainsi "réintégrés" dans la population des ménages). En 1999, comme lors de tous les recensements depuis 1968, le nombre de ménages est égal au nombre de résidences principales. Les habitations mobiles (y compris les bateaux des marins) ne font pas partie des résidences principales. Les personnes vivant dans des logements-foyers pour personnes âgées font partie de la population des ménages.

Type de logement

On distingue les résidences principales par type de logement dont les modalités sont les suivantes :

- maisons individuelles ou fermes ;
- logements dans un immeuble collectif ;
- logements-foyers pour personnes âgées : il s'agit de logements dans des établissements assurant des services collectifs facultatifs (foyer, restaurant....) aux personnes hébergées

(généralement valides) tout en préservant leur indépendance de vie. Occupés par des personnes de plus de 60 ans, ils sont équipés au moins d'une installation pour faire la cuisine. Cette catégorie de logement est donc à mi-chemin de l'hébergement collectif (maison de retraite, hospice) et du logement individuel.

- chambres meublées (hôtel ou garni) : chambres occupées par des personnes qui vivent la plus grande partie de l'année dans un hôtel ou une maison meublée, ou qui n'ont pas d'autre résidence ;
- constructions provisoires, habitations de fortune : locaux impropres à l'habitation, cependant occupés à l'époque du recensement (baraque de bidonville, roulotte ou wagon immobilisé, cave, grenier, bâtiment en ruine, etc.) et les habitations provisoires édifiées pour le logement de sinistrés ;
- pièces indépendantes (ayant leur propre entrée) louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers : annexes indépendantes, telles que chambres de domestique, lorsqu'elles sont cédées à des tiers par l'occupant du logement dont elles dépendent ;
- logements dans un immeuble à usage autre qu'habitation (usine, atelier, immeuble de bureaux, magasin, école, collège, hôpital, mairie, gare, bureau de poste, stade, etc.).

Espaces urbains et ruraux

L'**espace à dominante urbaine (EDU)** est l'ensemble des aires urbaines et des communes multipolarisées. Il peut également se définir comme l'ensemble des espaces urbains.

Une **aire urbaine** est composée d'un pôle urbain et de sa couronne périurbaine.

Le **pôle urbain** est une unité urbaine offrant au moins 5 000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

La **couronne périurbaine** recouvre l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain. Cette dernière est formée de communes rurales ou d'unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. La couronne périurbaine est construite à partir d'un processus itératif.

Les communes multipolarisées sont des communes rurales et des unités urbaines situées en dehors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.

L'**espace à dominante rurale (EDR)** est l'ensemble des communes qui n'appartiennent pas à l'espace à dominante urbaine.

La nouvelle méthode de recensement

Depuis 2004, des enquêtes annuelles de recensement remplacent le comptage traditionnel effectué tous les huit à neuf ans. Le recensement a lieu désormais chaque année, en janvier et en février. Tous les habitants ne sont pas recensés la même année, mais l'ensemble du territoire français est pris en compte au bout d'un cycle de cinq ans. Le premier cycle s'achève en 2008. La méthode est différente selon la taille des communes.

- **Les communes de moins de 10 000 habitants** font l'objet tous les cinq ans d'un recensement de l'ensemble des logements. Plus de 7 000 communes sont ainsi recensées exhaustivement en France chaque année dont 175 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. En cinq ans, la totalité des habitants des communes de moins de 10 000 habitants sont recensés.

- **Les communes de 10 000 habitants ou plus** sont toutes concernées chaque année par une enquête de recensement portant sur 8 % des logements. La France compte environ 900 communes de 10 000 habitants ou plus, dont 76 en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Avec le nouveau dispositif, 8,5 millions de personnes sont enquêtées chaque année dont plus de 500 000 en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les revenus fiscaux

L'Insee diffuse à partir de 2003 de nouvelles statistiques locales sur les revenus, qu'il établit à partir des fichiers des déclarations de revenus 2000 et de la taxe d'habitation fournis par la Direction Générale des Impôts (DGI). Les indicateurs diffusés permettent de décrire le niveau et les disparités des revenus des ménages à travers leur médiane et les déciles, ainsi que la composition du revenu. Les données étudiées ici sont actuellement disponibles pour des regroupements de communes correspondant à des découpages géographiques officiels et comptant au moins 2 000 habitants au recensement de la population de 1999 (ce seuil est réduit à 50 ménages pour la médiane). Le respect des règles de confidentialité limite donc la disponibilité des résultats à ces zones géographiques.

Ménage fiscal :

Dans ces tableaux, on s'intéresse au revenu des ménages (et non des foyers) fiscaux. Le passage du foyer au ménage fiscal est effectué en rapprochant le fichier des déclarations à l'Impôt sur le revenu du fichier de la Taxe d'habitation. Un ménage fiscal est constitué par le regroupement des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement. Le ménage fiscal peut être différent du ménage ordinaire au sens de l'INSEE, du fait de certaines situations spécifiques (étudiants rattachés fiscalement à leurs parents, par exemple).

Revenu fiscal :

Le revenu fiscal relatif à une année correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus de l'année (formulaire n° 2042), avant tout abattement. S'agissant d'un revenu avant redistribution, il ne correspond pas au revenu disponible, qui supposerait d'intégrer les prestations sociales et de soustraire les impôts directs.

Unité de consommation (UC) :

Afin de prendre en compte les différences de composition des ménages, certaines données sont calculées par UC. Le nombre d'UC d'un ménage fiscal est établi de la manière suivante :

- le premier adulte du ménage compte pour une UC ;
- les autres personnes de 14 ans ou plus comptent chacune pour 0,5 UC ;
- les enfants de moins de 14 ans comptent chacun pour 0,3 UC.

Cette échelle d'équivalence est utilisée systématiquement à l'INSEE et préconisée par Eurostat.

Médiane, déciles :

Le revenu médian est le revenu tel que 50 % des unités statistiques se situent en dessous de ce revenu. Le premier décile (D1) est le revenu tel que 10 % des unités statistiques se situent en dessous de ce revenu. Le dernier décile (D9) est le revenu tel que 90 % des unités statistiques se situent en dessous de ce revenu. La médiane correspond au 5^{ème} décile d'une distribution. Indicateur de rang, la médiane n'est pas affectée, contrairement à la moyenne, par les variations que connaissent les extrémités de la distribution.

Rapport interdéciles :

Le ratio D9/D1 exprime l'éventail des revenus. C'est une mesure des inégalités robuste car elle ignore les extrêmes (les plus riches et les plus pauvres en revenu déclaré) pour retenir la grande majorité de la population. Le revenu médian par UC est une approximation imparfaite de la mesure du niveau de vie des ménages, puisqu'il est calculé avant les effets de la redistribution qui affecte davantage les extrêmes : sa dispersion est donc aussi plus forte que celle d'un vrai revenu disponible.

Secret statistique : certains indicateurs ne sont pas disponibles pour les communes de moins de 2 000 habitants.

Agriculture

Les données sur l'agriculture proviennent des Recensements Agricoles de 1979, 1988 et 2000. A l'exception de la part de la surface agricole utilisée (SAU) dans la surface totale de la commune, toutes les données communales se rapportent aux exploitations ayant leur siège dans la commune.

La surface agricole utilisée (SAU) comprend les surfaces en céréales, cultures industrielles, fourrages, superficies toujours en herbe, légumes, fleurs et plantes ornementales, vignes, vergers, jachères, ainsi que les jardins familiaux. Mais le sol des bâtiments et des cours, les landes non productives comme les friches, les superficies boisées en sont exclus, de même que le territoire non agricole des exploitations comme les étangs, les jardins d'agrément et les chemins privés.

Tourisme

Les données concernant les capacités d'accueil touristique proviennent d'un fichier alimenté à partir des inventaires communaux 1988 et 1998 et complété par les recensements de 1990 et 1999.

Le nombre total de **lits touristiques** est évalué de la façon suivante :

- 2 lits par chambre d'hôtel ;
- 3 lits par emplacement de camping ;
- 5 lits par résidence secondaire ;
- le nombre de places-personnes pour les autres hébergements (centres de vacances, villages et maisons familiales, auberges de jeunesse, refuges et gîtes d'étape, chambres d'hôte...)

Finances locales

Les territoires cherchent tous à valoriser un certain potentiel de développement. Parmi d'autres composantes — potentiel industriel, humain, patrimoine naturel, richesse des ménages, etc. —, la capacité qu'ont les communes ou les structures intercommunales à mobiliser des recettes pour financer leur action publique est un indicateur important de ce potentiel. L'étude des recettes et des dépenses locales permet de caractériser le niveau d'équipement et de services rendus par les collectivités, mais aussi leurs marges de manœuvre en termes de politique fiscale, d'autonomie financière, d'investissement et d'endettement.

Les données proviennent des **comptes de gestion des collectivités**, centralisés par la **Direction générale de la Comptabilité publique** du Ministère des Finances via le réseau des trésoreries.

Il n'existe aucune restriction à l'usage des chiffres publiés sous la seule réserve d'en mentionner la source.

Le produit des taxes de fiscalité directe locale représente **plus du quart des recettes totales des communes**. Les autres ressources sont constituées principalement des impôts indirects (droits de mutation, par exemple), des dotations de l'Etat (notamment la Dotation globale de fonctionnement) et des emprunts contractés.

Les mêmes taxes alimentent également les budgets des groupements de communes à fiscalité propre, des départements, des régions et de quelques organismes publics à vocation locale particulière.

Les taxes directes locales sont au nombre de quatre :

La **TH (Taxe d'Habitation)** est due par l'occupant d'un immeuble affecté à l'habitation, que ce soit à titre de résidence secondaire ou de résidence principale, et quelle que soit sa qualité : propriétaire ou locataire.

La **TFPB (Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties)** est due par les propriétaires ou usufruitiers des immeubles bâtis situés en France. Les propriétés bâties imposables sont constituées de toutes les constructions fixées au sol à perpétuelle demeure et présentant le caractère de véritables constructions.

La **TFNB (Taxe sur le Foncier Non Bâti)** est établie sur les propriétés non bâties de toute nature situées en France, à l'exception de celles qui sont expressément exonérées.

La **TP (Taxe Professionnelle)** est due par les personnes physiques ou les personnes morales qui exercent en France, à titre habituel, une activité professionnelle non salariée.